



MALI - MÈTRE

Enquête d'opinion
« Que pensent les Maliens ? »

N° 3
14. – 20. Mai 2013

MALI - MÈTRE

Enquête d'opinion
« Que pensent les Maliens ? »

N° 3
14. – 20. Mai 2013

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	6
RÉSUMÉ	7
PREMIÈRE PARTIE : OBJECTIFS ET CADRE MÉTHODOLOGIE.....	10
1.1. Contexte et Justification.....	10
1.2. Objectifs de l'Étude.....	12
1.3. Approche méthodologique	12
1.3.1 Populations cibles et techniques de sondage	12
1.3.2. Organisation de l'étude	13
DEUXIÈME PARTIE : RÉSULTATS.....	14
2.1. Élections	14
2.1.1. Calendrier électoral.....	14
2.1.2. Appréciation du rôle des partis politiques et des candidats.....	16
2.1.3. Attentes des institutions de gestion des élections.....	21
2.1.4. Appréciation de l'implication des religieux dans le processus électoral.....	22
2.1.5 Attitudes par rapport aux organisations de la société civile dans le processus électoral	23
2.1.6. Appréciation de l'utilisation du fichier RAVEC	24
2.1.7 Attitudes de participation aux élections à venir	25
2.2. Sécurisation des régions du Nord	26
2.2.1. Perception du rôle actuel de la junte	26
2.2.2. Perception du rôle actuel de l'armée dans son rôle de défense de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale	27
2.2.3 Perception de l'absence de l'armée malienne à Kidal.....	29
2.2.4. Appréciation des rapports entre les Français et le MNLA	30
2.2.5. Rejet de l'entrée de l'armée malienne à Kidal par le MNLA et le MIA.....	30
2.2.6. Appréciation de la présence des troupes de la CEDEAO au Mali.....	31
2.2.7. Appréciation de la formation des forces armées maliennes par la mission européenne.....	32
2.2.8. Appréciation de la présence militaire française permanente	32
2.2.9. Appréciation de la présence militaire américaine permanente	33
2.2.10. Appréciation de la transformation des troupes de la CEDEAO en troupes des Nations Unies	34
2.2.11. Appréciation d'une présence de force française parallèle de 1 000 hommes	34
2.2.12. Appréciation du dispositif prévu pour remplacer les Français	35
2.3 Dialogue et Réconciliation.....	36
2.3.1. Appréciation de la composition de la Commission de dialogue et réconciliation.....	36
2.3.2. Les thèmes prioritaires devant être abordés par la Commission	37
2.3.3. Cadre de négociations	38
2.4. Signification des concepts : Intégrité territoriale, Unité nationale et laïcité de l'État.....	40
2.4.1. Intégrité territoriale du Mali	40
2.4.2. Compréhension de la notion « unité nationale ».....	41
2.4.3. Compréhension de la notion « laïcité de l'État »	41

2.5. Attentes par rapport aux Partenaires techniques et financiers.....	42
2.6. Attentes par rapport à la Société Civile et Médias dans la sécurisation des régions du Nord	43
2.7. Perception du rôle des médias en période de crise.....	43
2.8. Perception des effets de la crise sur la situation économique	45
2.8.1. Conséquences économiques de la crise sur les populations du Nord	45
2.8.2. Conséquences économiques de la crise sur les populations du Sud	45
2.9. Propositions pour la relance du développement économique	46
2.9.1. Comment le développement du nord pourrait être relancé	46
2.9.2. Comment le développement économique du Mali pourrait être relancé	46

ANNEXES

Annexe 1: Caractéristiques sociodémographiques de la population enquêtée	48
1. Sexe et classe d'âge	48
2. Répartition par sexe et niveau d'instruction	48

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 :	Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe et leurs Attentes auprès des partis et regroupements des partis dans la gestion des élections	17
Tableau 2 :	Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe et les sujets prioritaires que doivent aborder les partis politiques	18
Tableau 3 :	Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe et le profil du futur Président de la République	19
Tableau 4 :	Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe et l'âge dans le choix du futur Président de la République	20
Tableau 5 :	Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe quant à l'élection d'une femme comme futur Président de la République	21
Tableau 6 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon les attentes des institutions chargées de la gestion des élections	22
Tableau 7 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et Attitude des organisations de la société civile dans le processus électoral	24
Tableau 8 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et l'utilisation du fichier RAVEC	24
Tableau 9 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et Solutions pour prévenir ces cas de violations de droit de l'homme	29
Tableau 10 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et la confiance aux Français lorsqu'ils sont à Kidal sans les troupes maliennes	29
Tableau 11 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et l'appréciation des rapports entre les Français et le MNLA	30
Tableau 12 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation de la présence militaire française permanente au Mali	33
Tableau 13 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation de la présence militaire américaine permanente au Mali	33
Tableau 14 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation de la transformation des troupes de la CEDEAO (MISMA) en troupes des Nations Unies (MINUSMA ou casques bleus au Mali)	34
Tableau 15 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur satisfaction de la composition de la Commission de Dialogue et réconciliation	36
Tableau 16 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et les sujets prioritaires que la Composition de dialogue négociation doit aborder	38
Tableau 17 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et les points de négociations avec les mouvements armés	40
Tableau 18 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et notion « intégrité territoriale du Mali »	41
Tableau 19 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et notion « unité nationale »	41
Tableau 20 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et notion « laïcité de l'État »	42
Tableau 21 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et attitude des organisations de la société civile dans la sécurisation des régions Nord	43
Tableau 22 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et Attitude des médias en période de crise comme actuellement au Mali	44
Tableau 23 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation de l'attitude que les médias auraient adoptées	44

LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1 :	Opinion des enquêté(e)s sur la date des élections Présidentielles au 7 juillet 2013	14
Figure 2 :	Date indiquée pour l'élection Présidentielle	15
Figure 3 :	Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe et les conditions à remplir avant les élections Présidentielles	15
Figure 4 :	Répartition des enquêté(e)s suivant la Date proposée pour les législatives	16
Figure 5 :	Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe et l'âge idéal du futur Président de la République	20
Figure 6 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et l'implication des religieux dans le processus électoral	23
Figure 7 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et limite du fichier RAVEC	25
Figure 8 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et l'intention de vote	26
Figure 9 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et le rôle actuel de l'ex-junte	26
Figure 10 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation actuelle de l'armée dans son rôle de défense de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale	27
Figure 11 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et violation des droits de l'homme au Nord par l'armée	28
Figure 12 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et rejet l'entrée de l'armée malienne � Kidal par le MNLA et le MIA	31
Figure 13 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation de la présence des troupes de la MISMA	31
Figure 14 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation de la formation des forces armées maliennes actuellement par la mission européenne	32
Figure 15 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation d'une présence de force française parallèle de 1 000 hommes	35
Figure 16 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du dispositif prévu pour remplacer les français pour sécuriser le Nord	36
Figure 17 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur proposition de la Composition de dialogue réconciliation	37
Figure 18 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et les conditions de négociations avec les mouvements armées	38
Figure 19 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et les points de négociations avec les mouvements armés	39
Figure 20 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et les Attentes actuelles des Partenaires Techniques et Financiers	42
Figure 21 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et Les conséquences économiques de la crise sur les populations du Nord	45
Figure 22 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et Les conséquences économiques de la crise sur les populations du Sud	45
Figure 23 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et les propositions de relance économiques dans les régions du nord	46
Figure 24 :	Répartition des enquêté(e)s par sexe et les propositions de relance économique du Mali	46

AVANT-PROPOS

La Friedrich Ebert Stiftung, institution allemande présente au Mali depuis plus de 40 ans, est un think tank pour toutes les questions sociopolitiques majeures du Mali, de la sous-région et du continent voire du monde en vue de permettre aux acteurs sociopolitiques de jouer pleinement leur rôle dans la promotion de la démocratie. Fidèle à ses objectifs de formation politique et civique des citoyens et de la promotion des valeurs de la démocratie sociale, la FES a initié depuis la fin de l'année dernière un nouvel instrument de sondage du paysage politique malien : enquête d'opinion intitulée « Mali-mètre ».

Comme son nom l'indique, il s'agit de « mesurer » l'opinion des Maliens sur des thématiques sociopolitiques importantes dans une période donnée. Le présent sondage d'opinion porte sur un échantillon représentatif de la population du district de Bamako et de celle de la commune urbaine de Mopti s'exprimant sur les grandes questions relatives à la situation politique du pays. Il fait suite à une première enquête que la FES a publiée en novembre 2012 et qui a suscité beaucoup d'intérêt comme peuvent en témoigner les nombreuses félicitations et demandes d'envoi. Mali-Mètre est un instrument à la disposition de tous les acteurs, étatiques et non étatiques. Il donne aussi à chacun les résultats de ses actions.

Il sera bientôt davantage intégré dans les analyses politiques des experts maliens et étrangers de manière à permettre de contribuer à la sortie durable de la présente crise multidimensionnelle.

Mali-Mètre est un instrument d'orientation et de jaugeage des actions sociopolitiques au Mali.

*La Représentante Résidente de la FES
Annette LOHMANN*

RÉSUMÉ

Les sondages précédents réalisés par Mali-Mètre en novembre 2012 et février 2013 ont essentiellement ciblé des sujets politiques d'actualité comme les institutions de transition, les partis et mouvements politiques, la feuille de route, les élections et les solutions de sortie de crise. Depuis, la situation politique, sécuritaire et militaire au Mali a évolué avec notamment la fixation puis le report de la date des élections présidentielles, le retour progressif de l'administration au nord, le cas de Kidal, le début de retrait des troupes françaises, la perspective de transformation des troupes de la MISMA en casques bleus.

Le présent Sondage réalisé du 14 au 20 mai 2013, dans le District de Bamako et la commune urbaine de Mopti, met l'accent en particulier sur les élections Présidentielles et législatives, l'implication des acteurs religieux dans le processus électoral, la sécurisation des régions du nord, les défis du retour de l'administration dans les régions libérées.

Les résultats du Sondage indiquent qu'à propos du calendrier électoral, la majorité des citoyens à Bamako et à Mopti estimaient convenable ou acceptable la date de 7 juillet pour la tenue de l'élection présidentielle. Un quart des enquêtés de Mopti et un dixième à Bamako pensaient que cette date n'était pas réaliste. Ils préconisaient soit le 1^{er} trimestre 2014 ou au plutôt le 4^{ème} trimestre 2013 pour l'organisation de cette élection. Deux conditions doivent être remplies pour cette élection : la restauration de la paix au Nord et le retour des réfugiés/déplacés.

Concernant la date de tenue des législatives, l'opinion est partagée tant à Bamako qu'à Mopti, entre septembre, 4^{ème} trimestre 2013 et 1^{er} trimestre 2014 pour les enquêtés de Bamako ; 4^{ème} trimestre 2013 et 1^{er} trimestre 2014 pour les enquêtés de Mopti.

À propos du rôle des partis politiques et des candidats, les attentes des citoyens dans la gestion des élections portent surtout sur leur implication dans la sensibilisation des électeurs au vote et la lutte contre la fraude électorale. La campagne électorale devra prioritairement traiter de la lutte contre la corruption et contre l'insécurité, puis aborder la question du chômage des jeunes.

Le profil du futur Président de la République, à Bamako et Mopti, privilégie deux traits de caractère majeurs : l'intégrité morale et la force de caractère. L'âge du Président de la République, entre 46 et 55 ans, pour impulser le changement, et le niveau de connaissance intellectuelle sont jugés importants à Bamako. Ces critères sont considérés comme moins importants à Mopti où la majorité estime que le Président de la République doit être avant tout « travailleur ». Par contre la grande majorité des enquêtés dans les deux villes estime qu'une femme a peu de chance de devenir Président de la République du Mali pour des raisons culturelles évidentes. Cependant cette opinion est plus fréquente chez les hommes que chez les femmes aussi bien à Mopti qu'à Bamako.

Par rapport aux institutions de gestion des élections, les principales attentes des citoyens dans la conduite du processus électoral sont par ordre de fréquence : la lutte contre la fraude électorale, la mise à disposition d'un fichier électoral correct, le professionnalisme et la neutralité de l'administration. L'implication des acteurs religieux, notamment à travers

des consignes de vote, est désapprouvée par une grande majorité des enquêtés de Bamako contre seulement une minorité à Mopti.

Les attentes par rapport à l'implication de la société civile dans le processus des élections sont la sensibilisation des citoyens au vote et la prévention de la fraude électorale. L'utilisation du fichier RAVEC est appréciée par la grande majorité des citoyens, plus à Mopti qu'à Bamako où un tiers des enquêtés redoute la non-exhaustivité de la liste des recensés qui pourrait devenir source de contestation électorale.

L'intention de vote est très élevée dans les deux villes et plus encore chez les jeunes à Mopti et les adultes à Bamako.

Concernant la reconquête et la sécurisation des régions Nord, l'opinion des enquêtés est partagée sur le rôle actuel de l'ex-junte. Les plus nombreux estiment qu'elle ne s'occupe de rien actuellement ou bien qu'elle s'occupe surtout des questions militaires.

Le rôle actuel de l'armée dans sa mission de défense de l'intégrité territoriale est bien apprécié par la quasi-totalité des citoyens. La grande majorité, surtout à Bamako, estime que l'armée respecte les Droits de l'Homme, contre une minorité significative à Mopti (un enquêté sur cinq) qui croit que quelques fois ces droits sont violés. Les solutions que les enquêtés préconisent pour lutter contre ces violations sont par ordre de fréquence, la sensibilisation et la formation des militaires sur le respect des droits de l'homme, puis la sanction des coupables.

Par rapport à l'absence de l'armée malienne à Kidal, plus de la moitié des enquêtés ne font pas confiance à l'attitude des Français, particulièrement chez les jeunes. Les rapports entre les Français et le MNLA sont jugés négatifs par la grande majorité des enquêtés. La quasi-totalité des enquêtés dénonce le refus de l'entrée des troupes maliennes à Kidal par les groupes armés.

La présence des troupes de la CEDEAO au Mali est jugée positive par la grande majorité des citoyens à Mopti contre moins de la moitié à Bamako. Cependant à la quasi-unanimité, les enquêtés apprécient positivement la formation des forces armées maliennes par la mission européenne.

La présence militaire française ou américaine permanente dans le pays est jugée positive par la majorité des enquêtés. Toutefois environ un quart la juge négative ou bien est sans opinion.

La plupart des enquêtés à Mopti apprécie la transformation des troupes MISMA en MINUSMA à Mopti contre une minorité à Bamako qui désapprouve ce changement.

À propos du dispositif sécuritaire prévu avec la MINUSMA, le rôle prévu pour les forces françaises avec la présence permanente de 1 000 soldats au Nord est apprécié de la majorité des enquêtés. Toutefois environ un quart souhaite plutôt un renforcement de ce dispositif à travers une présence militaire française forte et permanente au nord pour lutter contre le terrorisme et les jihadistes.

Concernant la commission dialogue et réconciliation, la majorité des enquêtés à Bamako ne font pas confiance à sa composition actuelle contre plus de la moitié qui lui font confiance à Mopti. Les non-satisfaits sont partagés entre le remplacement de certains membres et son élargissement à d'autres représentants de la société civile. Elle devrait traiter en priorité les questions relatives au caractère laïc de l'État, à l'autodétermination des régions du Nord et la révision des accords passés.

La majorité des enquêtés est défavorable à des négociations avec les groupes armés. La proportion qui est favorable aux négociations (28 % à Bamako et 39 % à Mopti) propose des conditions préalables de désarmement, de reconnaissance de l'intégrité territoriale ou de demande de pardon. Alors les négociations pourraient porter sur les conditions de traduction des responsables de la rébellion en justice, du dispositif militaire et de sécurité à mettre en place, du financement des projets et programmes au nord.

Pour la grande majorité, l'intégrité territoriale du Mali, l'unité nationale et la laïcité de l'État ne sont pas négociables.

Par rapport aux partenaires techniques et financiers, la reprise de la coopération économique constitue la principale attente actuellement de la grande majorité des enquêtés.

Pour la sécurisation des régions du nord, la plupart des enquêtés estime que le rôle de la société civile devrait être l'information et la sensibilisation sur la réconciliation des populations, puis le respect des consignes de sécurité et des propositions pour la commission dialogue et réconciliation. Quant aux médias, ils devraient informer les citoyens sur la situation réelle et les enjeux de la crise et défendre avant la paix et la cohésion nationale.

À propos de la situation économique, la majorité des enquêtés estime qu'au nord, la situation de crise a comme effet l'accroissement des difficultés d'accès des populations aux services sociaux de base et aux produits de première nécessité et augmenté le chômage. Pour les populations au sud, elle accru la cherté de la vie et le chômage. Pour la relance de l'économie au nord et dans tout le Mali en général, les enquêtés préconisent à l'unanimité, la restauration de la paix et de la sécurité, puis la mobilisation de ressources pour financer les projets et les programmes.

PREMIÈRE PARTIE

OBJECTIFS ET CADRE MÉTHODOLOGIE

1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les deux sondages successifs réalisés par Mali-Mètre (novembre 2012 et février 2013) ont porté sur des sujets dominant l'actualité : institutions de transition, partis et mouvements politiques, feuille de route, élections, gestion militaire et politique de la crise sécuritaire, effets et impacts de l'occupation des régions du Nord, rôle des acteurs religieux, des partenaires techniques et financiers, de la société civile et des médias dans la gestion de la crise, solutions durables de sortie de crise. Les résultats de ces sondages indiquent entre autres que le Président de la République par intérim et le Gouvernement bénéficient de la confiance de près des deux tiers de la population en février 2013 contre un tiers en novembre 2012. Par contre, moins d'un quart des Citoyens connaissent les noms de leurs Députés et parmi eux, à peine la moitié déclare satisfaite du travail des élus à l'Assemblée nationale. À propos de la junte, un peu plus du tiers des enquêtés pense qu'elle ne s'occupe de rien actuellement, moins de la moitié estime qu'elle s'occupe des questions militaires et un cinquième croit qu'elle se préoccupe des intérêts de ses membres.

Au dernier sondage, la grande majorité de la population estime que les partis politiques ne sont pas impliqués dans la gestion de la crise et que les activités des regroupements politiques nés après mars 2012 ne visent qu'à créer l'anarchie dans le pays, assouvir des intérêts personnels et/ou opposer les Maliens. À propos des élections à venir, les trois quart des enquêtés souhaitent qu'elles soient organisées après la libération totale des régions du nord et le retour des déplacés, des réfugiés et de la sécurité. L'organisation des élections au mois de juillet 2013 est jugée impossible par la majorité de la population tandis que le fichier RAVEC remporte leur adhésion. Quant au faible taux de participation aux élections, deux tiers des enquêtés l'expliquent par le manque de crédibilité des candidats et leur conviction que leur vote n'a pas d'effet sur l'amélioration de leur conditions de vie. L'intervention militaire française est jugée positive par la quasi-totalité de la population et une présence permanente américaine ou française dans les régions Nord au Mali est appréciée par la majorité de la population.

En raison de la précarité de la situation sécuritaire et du non-recouvrement de l'intégrité totale du pays (cas de Kidal), il est important d'aborder à nouveau cette question, notamment en termes de degré de confiance des Maliens dans leurs forces de défense et de sécurité ainsi que dans celles de l'AFISMA afin de jauger leur perception des capacités de ces forces à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens dans la perspective de retrait des troupes françaises. En plus il est important d'aborder la récurrente question du respect des droits de l'homme dans les régions du Nord, surtout au regard du déploiement des casques bleus de l'ONU envisagé à compter du mois de juillet 2013. Le dernier Mali-Mètre a fait ressortir que la présence de casques bleus au Mali, avant ou après la libération des régions du Nord ne fait pas du tout l'unanimité. Elle est déplorée par la moitié des hommes.

Concernant la communauté internationale, les attentes de la population méritent d'être formulées en fonction des élections et de la stabilisation des régions du Nord du Mali. Par ailleurs, le Sondage doit également aborder la délicate question du MNLA ou de tout autre groupe armé au regard de l'attitude de l'armée malienne, de celle de l'AFISMA, des Français mais surtout en fonction d'éventuelles négociations. Les sujets susceptibles de négociation méritent d'être revisités. En novembre 2012, les personnes enquêtées étaient pour plus de la moitié en faveur des négociations de paix pendant qu'en février 2013 les avis étaient majoritairement portés sur l'usage de la force. Les négociations devraient d'ailleurs être conduites directement avec les représentants des communautés du Nord (et non avec les mouvements armés).

À ce stade, l'attitude de la commission dialogue et réconciliation vis-à-vis des préoccupations des communautés du Mali toutes entières concernant les régions du Nord devrait être analysée de plus près de manière à l'orienter dans son approche et le contenu de son agenda. Cela pourrait remettre dans les débats les concepts d'intégrité territoriale, l'unité nationale et de laïcité de l'État.

En termes de solutions de sortie de crise, la commission dialogue et réconciliation dont la composition vient d'être rendue publique est déjà contestée par des organisations des régions du Nord et du Sud. Aussi il serait important d'interroger le degré de connaissance des missions de cette commission mais surtout des attentes des différentes communautés et de leur appréciation de la capacité de la commission à ressouder le tissu social.

En juillet 2013 aura lieu l'élection Présidentielle mais des inquiétudes et soucis sont exprimés régulièrement dans les médias et par une partie de la classe politique. Des doutes persistent quant aux capacités techniques de l'État de les organiser conformément au chronogramme établi. Des interrogations existent également sur les capacités de la classe politique à se « racheter » car elle a été fortement décriée depuis le coup d'État du 22 mars 2012. Des candidats commencent déjà à se déclarer même si les contenus des programmes des partis ne sont pas encore connus. Aussi, il est important de déterminer les priorités des citoyens afin de dégager un certain nombre de sujets qui pourraient constituer l'ossature des thèmes de campagnes électorales ou du moins qui méritent un positionnement politique évident de la part des candidats.

Le présent Mali-Mètre qui s'inscrit dans la poursuite des objectifs du précédent vise particulièrement à mettre l'accent sur (1) les élections Présidentielle et législatives et le rôle des religieux dans le processus électoral, surtout en termes de consignes de vote, (2) la sécurisation des régions du nord après le retrait des troupes françaises, et (3) les défis du retour de l'administration dans les régions occupées.

1.2. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'étude vise, à travers un sondage auprès des citoyens résidant à **Bamako** et à **Mopti**, à évaluer leur opinion sur le processus électoral et la sécurisation des régions du nord. Les thèmes clés de ce Sondage, à travers des questions spécifiques, portent sur :

Les Élections

Il s'agit entre autres de :

- L'appréciation des conditions d'organisation des élections Présidentielles et législatives ;
- Des attentes des institutions de gestion des élections ;
- Attentes des regroupements et partis politiques ainsi que de leurs candidats ;
- L'appréciation du rôle des religieux dans le processus électoral ;
- L'appréciation des mesures de lutte contre la fraude électorale ;
- L'appréciation du RAVEC et des conditions de son utilisation
- La participation des citoyens aux votes.

La Sécurisation des régions du nord

- Attentes par rapport à la Commission Dialogue et Réconciliation ;
- De la perception des capacités de sécurisation des régions du Nord par les différentes forces ;
- Appréciation de la position française vis-à-vis du MNLA ;
- Appréciation de la mission de formation européenne des forces maliennes ;
- Appréciation des reproches de violations de droits de l'homme par les forces de sécurité du Mali ;
- Appréciation du rôle des putschistes et de Sanogo dans la situation actuelle ;
- Appréciation d'une présence permanente des Français et des Américains au Mali ;
- Appréciation du rôle des médias dans le processus de pacification du pays ;
- Des conséquences économiques de la crise au nord et au sud du Mali ;
- Des conditions de relance des activités économiques.

1.3. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

1.3.1 Populations cibles et techniques de sondage

Ont été interrogés les citoyens âgés d'au moins 18 ans au moment de l'Enquête et résidant dans le District de Bamako et dans la commune urbaine de Mopti.

La taille de l'échantillon a été déterminée à 500 personnes par zone d'enquête, soit 1 000 personnes au total.

La méthode des quotas, une méthode de choix raisonné, est utilisée pour plus de représentativité de la population. Les caractéristiques retenues sont le sexe, l'âge et le niveau d'instruction.

1.3.2. Organisation de l'étude

1.3.2.1 Concertation préliminaire avec le commanditaire

Pour une meilleure compréhension de la mission, des échanges entre le staff de la Friedrich Ebert Stiftung (FES) et le consultant ont permis de mieux préciser les objectifs de l'enquête et de faire des amendements sur l'approche méthodologique. Les observations formulées ont été prises en compte dans la version finale de la méthodologie.

1.3.2.2 Élaboration du questionnaire et du manuel de l'enquêteur

a) Élaboration du Questionnaire

Un questionnaire qui prend en compte les préoccupations du commanditaire soulevées dans les TDR a été élaboré. Il comprend quatre parties: (1) Identification de l'enquêté, (2) ses caractéristiques sociodémographiques, (3) appréciation des élections, (4) appréciation de la sécurisation des régions du nord

b) Élaboration du Manuel de l'enquêteur

Ce manuel destiné aux enquêteurs, constitue un document de formation continue.

1.3.2.3. Recrutement, Formation des enquêteurs et Pré-test

Quatre (14) enquêteurs sont recrutés, formés par le consultant. Le consultant a supervisé les enquêteurs de Bamako. À Mopti un cadre expérimenté en matière d'enquête, qui a suivi la formation a été recruté pour assurer la supervision des enquêtés affectés dans cette zone du sondage.

1.3.2.4. Collecte des données

La collecte des données sur le terrain a duré sept (7) jours). Des directives sont données dans le manuel pour le choix des unités statistiques (citoyens à interroger).

1.3.2.5. Traitement et Analyse

La saisie des données a été effectuée sur le logiciel CSPRO. Les données ont été ensuite transportées sur SPSS pour analyse.

La tabulation des données a été faite sur la base d'un plan d'analyse établi.

1.3.2.5 Livrables

Un rapport provisoire, puis un rapport final ont été produits par le Consultant.

DEUXIÈME PARTIE

RÉSULTATS

2.1. ÉLECTIONS

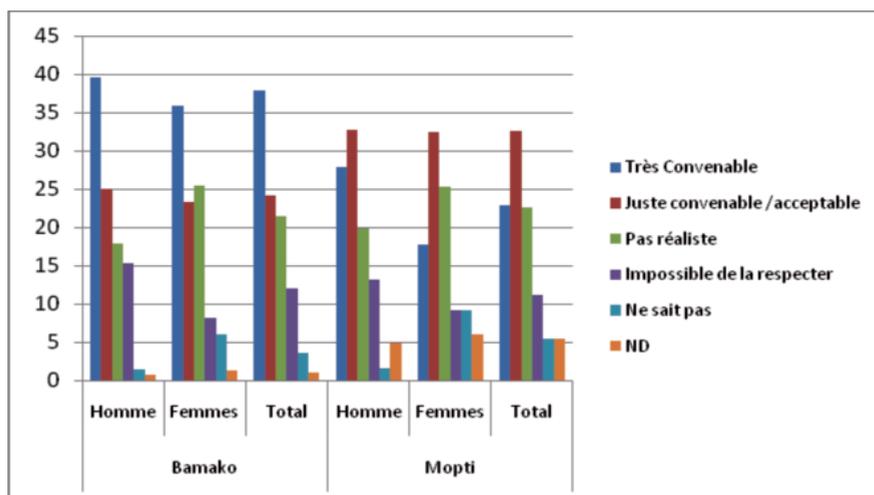
2.1.1. Calendrier électoral

2.1.1.1 Date (initiale) des élections Présidentielles (7 juillet 2013)

La grande majorité des citoyens pense que la date du 7 juillet 2013 pour la tenue des élections Présidentielles est acceptable dans les deux villes enquêtées. Dans le District de Bamako, 64,6 % des hommes et 59,1 % des femmes pensent que la date du 7 juillet 2013 est au moins juste convenable ou acceptable; ce qui fait une moyenne globale de 62,0 % pour l'ensemble du District. Quant à la commune urbaine de Mopti, le cumul des enquêté(e)s qui trouvent très convenable et juste convenable/acceptable est de 60,6 % pour les Hommes et 50,2 % pour les femmes, soit un pourcentage de 55,4 pour l'ensemble.

Par ailleurs, il faut dire que 21,4 % des citoyens de Bamako et 22,6 % de ceux de Mopti pensent que la date du 7 juillet n'est pas réaliste. Plus de 11 enquêtés sur 100 affirment même qu'il est impossible de tenir les élections à cette date dans le District de Bamako (12,0 %) et la commune urbaine de Mopti (11,2 %).

Figure 1: Opinion des enquêté(e)s sur la date des élections Présidentielles au 7 juillet 2013

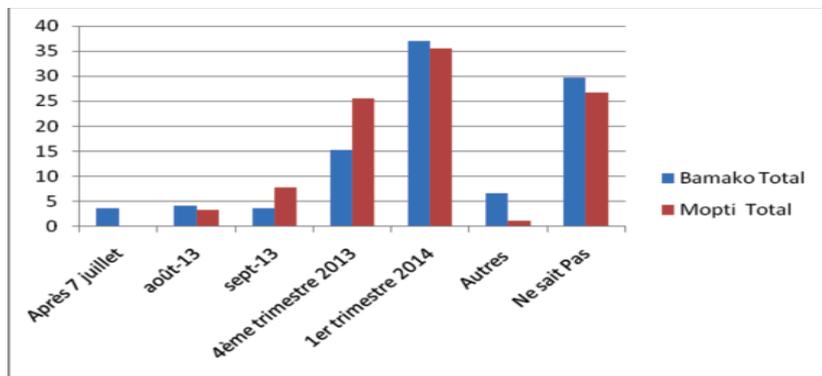


Source : Sondage 3 de FES, mai 2013

La plupart des gens qui ne croient pas à la tenue des élections à la date du 7 juillet 2013 proposent le 1^{er} trimestre 2014 : 37 % pour le District de Bamako et 35,6 % pour la commune urbaine de Mopti. Il convient de souligner qu'environ 30 % des citoyens de Bamako et 27 % des citoyens de Mopti qui ne sont pas d'accord avec la date du 7 juillet ne sont pas parvenus à proposer une autre date pour la tenue des élections Présidentielles. La grande majorité des gens qui ne sont pas pour la date du 7 juillet et qui n'ont pas pu

proposer une autre date pour la tenue des élections Présidentielles, sont sans niveau d'instruction dans le District de Bamako (20,4 %) et dans la commune urbaine de Mopti (47,9 %).

Figure 2: Date indiquée pour l'élection Présidentielle

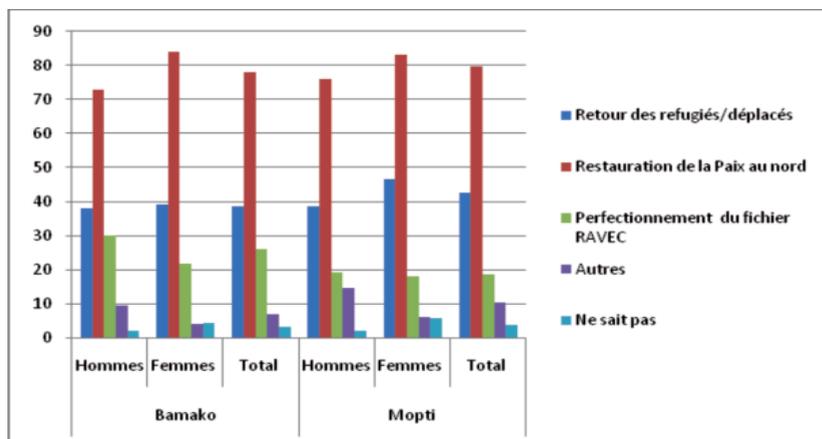


Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.1.1.2. Conditions à remplir avant les élections Présidentielles

La restauration de la paix au nord et le retour des réfugiés (ou déplacés) sont les deux conditions les plus évoquées par les enquêté(e)s dans les deux zones enquêtées avant la tenue des élections Présidentielles. En effet, 78,0 % des enquêté(e)s de Bamako (72,8 % pour les hommes et 84,1 % pour les femmes) et 79,6 % de ceux de Mopti (76,1 % des hommes et 83,1 % des femmes) estiment que l'État doit d'abord prendre les mesures pour restaurer la paix au nord avant de réaliser les élections.

Figure 3: Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe et les conditions à remplir avant les élections Présidentielles



Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

La deuxième condition la plus importante aux yeux des enquêté(e)s à Bamako (38,6 %) et à Mopti (42,6 %) est le retour des réfugiés/déplacés avant les élections Présidentielles.

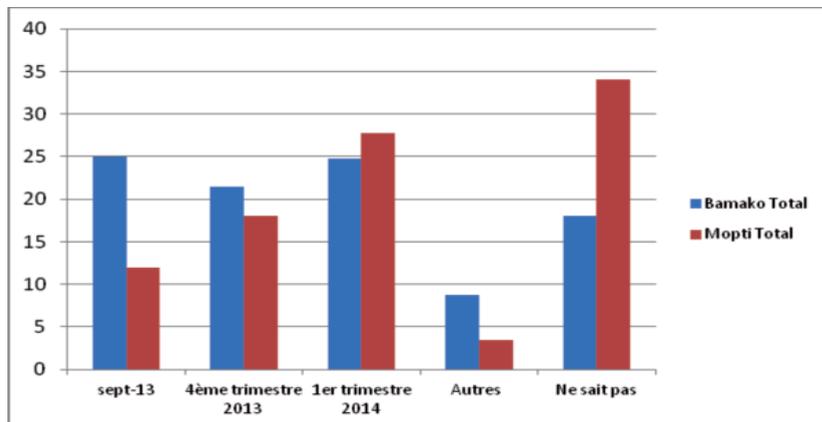
Quant à la troisième, elle est relative au perfectionnement du fichier RAVEC (26,0 % des citoyens de Bamako contre 18,6 % des citoyens de Mopti).

2.1.1.3. Proposition de date pour les élections législatives

En guise de proposition de dates pour la tenue des élections législatives, la tendance varie selon les villes enquêtées. Dans le District de Bamako, on constate que 25 % des enquêté(e)s proposent septembre 2013, 21,4 % pour le 4^e trimestre 2013, 24,8 % pour le 1^{er} trimestre 2014. Quant à Mopti, la plus grande majorité propose le 1^{er} trimestre 2014 (27,8 %) contre 18,0 % d'avis favorables pour le 4^e trimestre 2013. 12,0 % des interviewés pensent que le mois de Septembre 2013 est la date convenable pour la tenue des élections législatives.

La majorité des enquêté(e)s qui ont un niveau d'études supérieur proposent la date du 1^{er} trimestre 2014. Ils sont 33 % dans le District de Bamako et 43,3 % dans la commune urbaine de Mopti. La proportion de personnes qui déclarent ne pas savoir est très élevée à Mopti (34 %) contre 18 % à Bamako.

Figure 4: Répartition des enquêté(e)s suivant la Date proposée pour les législatives



Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.1.2. Appréciation du rôle des partis politiques et des candidats

2.1.2.1 Attentes auprès des partis et regroupements des partis dans la gestion des élections

Les deux plus grandes attentes des enquêté(e)s en ce qui concerne les partis politiques consistent à sensibiliser les citoyens à voter et à prévenir/éviter la fraude électorale. Plus de 60 % des enquêté(e)s dans les villes de Bamako (63,2 %) et Mopti (62,2 %) attendent des partis et regroupements des partis dans la gestion des élections, la sensibilisation des citoyens à voter. Ces pourcentages sont respectivement 66,0 % pour les hommes et 59,9 % pour les femmes dans la ville de Bamako. La même tendance est constatée pour les hommes (62,5 %) et les femmes (61,8 %) à Mopti.

Aussi, 50,4 % des citoyens de Bamako, soit 51,9 % des hommes et 48,7 % des femmes, veulent que les partis et regroupements des partis politiques préviennent et évitent la fraude électorale. Cette attente a été soulignée par 47,0 % des hommes et 45,0 % des citoyennes de Mopti soit un pourcentage global de 46,0 %. Par ailleurs, ils attendent aussi la sensibilisation contre de « l'achat de conscience » (42,2 % à Bamako contre 37,4 % à Mopti), la formation de leurs militants au vote (29,4 % à Bamako contre 32,6 % à Mopti) et la sensibilisation à reconnaître les résultats issus des urnes (29,4 % à Bamako contre 18,4 % à Mopti).

Tableau 1: Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe et leurs Attentes auprès des partis et regroupements des partis dans la gestion des élections

Attentes des partis et regroupements des partis dans la gestion des élections	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Sensibiliser les citoyens à voter	177	66,0	139	59,9	316	63,2	157	62,5	154	61,8	311	62,2
Former leurs militants au vote	84	31,3	63	27,2	147	29,4	86	34,3	77	30,9	163	32,6
Prévenir et éviter la fraude électorale	139	51,9	113	48,7	252	50,4	118	47,0	112	45,0	230	46,0
Sensibiliser contre « l'achat de conscience »	123	45,9	88	37,9	211	42,2	106	42,2	81	32,5	187	37,4
Sensibiliser à reconnaître les résultats issus des urnes	95	35,4	52	22,4	147	29,4	53	21,1	39	15,7	92	18,4
Autres	22	8,2	14	6,0	36	7,2	33	13,1	11	4,4	44	8,8
Ne sait pas	9	3,4	12	5,2	21	4,2	16	6,4	36	14,5	52	10,4

Source : Sondage 3 de FES, mai 2013

2.1.2.2. Les sujets que les partis politiques devraient aborder pendant la campagne électorale

Pour classer les sujets par ordre de priorité, la méthode des scores a été utilisée : les priorités vont du score 1 (première priorité) à score 7, (dernière priorité).

Les deux sujets prioritaires cités par les citoyens de Bamako sont la lutte contre la corruption et la lutte contre l'insécurité (meilleur score 2). Après cela viennent les questions de lutte contre le chômage des jeunes et la construction d'une administration juste et efficace (Score 3). Ces questions sont prioritaires pour les hommes et pour les femmes de Bamako. Si à Bamako les hommes et les femmes ont les mêmes priorités en matière des sujets que les partis politiques devraient aborder pendant la campagne électorale, tel n'est pas le cas à Mopti. Dans la ville de Mopti, les sujets retenus comme prioritaires par les hommes sont la lutte contre la corruption et contre l'insécurité (score 2). Par contre, pour les femmes de Mopti il s'agit de restaurer la cohésion nationale (meilleure position score 2).

Tableau 2: Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe et les sujets prioritaires que doivent aborder les partis politiques

Priorité des sujets abordés par les partis politiques	Bamako		Mopti	
	Homme	Femme	Homme	Femme
	Score	Score	Score	Score
Comment lutter contre la corruption	2	2	2	3
Comment lutter contre l'insécurité	2	2	2	3
Comment disposer d'une administration juste et efficace	3	3	3	3
Comment lutter contre le chômage des jeunes	3	3	3	3
Lutter contre l'impunité et l'injustice sociale	4	3	4	3
Comment rendre l'école performante et apaiser le climat scolaire	4	3	4	4
Comment aider les producteurs ruraux	5	4	4	4
Comment lutter contre la cherté de la vie	5	4	4	4
Comment restaurer la cohésion nationale	5	5	5	2
Construire des routes, écoles, centres de santé, points d'eau potable	5	5	5	4
Comment bien répartir la richesse nationale entre les régions et les citoyens	6	5	5	5
Comment lutter contre le favoritisme et le népotisme	7	5	6	4

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.1.2.3 Critères d'élection du Président de la République

- **Profil du futur Président de la République**

À Bamako comme à Mopti, la plupart des citoyens, hommes comme femmes, souhaitent avoir comme Président un **homme intègre**. Environ 67 % des citoyens de Bamako et 60 % de ceux de Mopti veulent que le futur Président de la République soit un homme intègre. Le profil souligné en deuxième position par les enquêté(e)s de Mopti est celui qui a **un fort caractère** (52,4 %) tandis que la plus grande partie des citoyens de Bamako soulignent en deuxième position un Président qui a **des connaissances intellectuelles** (52,6 %). L'expérience nationale de gestion est soulignée par 29,8 % des enquêté(e)s à Bamako et par 35,8 % de ceux de Mopti. Les connaissances intellectuelles des candidats dans le choix du futur Président ne sont mentionnées que par 31,8 % des enquêté(e)s de Mopti. Parmi les citoyens qui veulent que le futur Président de la République soit intègre, la majorité ont un niveau d'instruction supérieur à Bamako (33,9 %). Par contre, dans la commune urbaine de Mopti, la grande part des gens qui veulent d'un futur Président intègre sont sans niveau d'instruction (30,8 %).

Tableau 3 : Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe et le profil du futur Président de la République

Profil du futur Président	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Connaissances intellectuelles (diplômé)	138	51,5	125	53,9	263	52,6	87	34,7	72	28,9	159	31,8
Expérience nationale de gestion	84	31,3	65	28,0	149	29,8	89	35,5	90	36,1	179	35,8
Expérience internationale de gestion	54	20,1	42	18,1	96	19,2	34	13,5	28	11,2	62	12,4
Expérience en matière politique (responsable politique)	66	24,6	43	18,5	109	21,8	20	8,0	20	8,0	40	8,0
Être indépendant (membre d'aucun parti politique)	15	5,6	18	7,8	33	6,6	25	10,0	13	5,2	38	7,6
Quelqu'un de très riche	17	6,3	26	11,2	43	8,6	3	1,2	7	2,8	10	2,0
Quelqu'un d'une famille connue et respectée	27	10,1	27	11,6	54	10,8	9	3,6	6	2,4	15	3,0
Être fort de caractère	121	45,1	110	47,4	231	46,2	131	52,2	131	52,6	262	52,4
Être intègre	186	69,4	150	64,7	336	67,2	147	58,6	155	62,2	302	60,4
Autres	19	7,1	13	5,6	32	6,4	22	8,8	23	9,2	45	9,0

Source : Sondage 3 de FES, mai 2013

- **L'âge dans le choix du bon Président de la République**

La moitié des citoyens de Bamako pense que l'âge est important dans le choix du futur Président de la République : 51,5 % des hommes et 48,3 % des femmes.

Si globalement, dans le District de Bamako, la moitié des citoyens pensent que l'âge est important dans le choix du futur Président de la République, tel n'est pas le cas dans la commune urbaine de Mopti. À Mopti, la grande majorité (57,4 %) des citoyens pensent que l'âge n'est pas important dans le choix du futur Président de la République. Cette tendance est la même pour les hommes (52,6 %) et les femmes (62,2 %).

Ceux qui pensent que l'âge n'est pas important dans le choix du Président avancent comme argument qu'on a juste besoin d'un Président travailleur, bâtisseur, « peu importe qu'il soit jeune ou vieux ».

Les arguments en faveur de l'importance de l'âge peuvent être regroupés en deux types :

- **les partisans pour un Président jeune** font allusion au dynamisme des jeunes, à leur capacité et volonté de changer **le cours des choses** ;
- **les partisans pour un Président vieux** font référence à la sagesse du vieux et à l'inexpérience des jeunes

Tableau 4: Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe et l'âge dans le choix du futur Président de la République

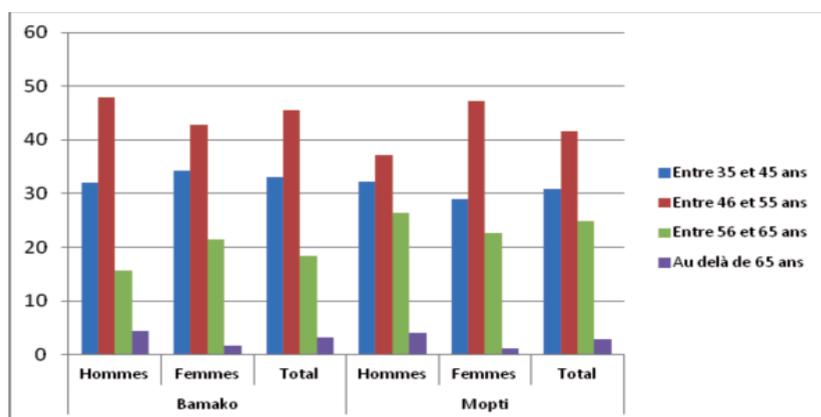
Age important dans le choix du futur Président	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Oui	138	51,5	112	48,3	250	50,0	119	47,4	94	37,8	213	42,6
Non	131	48,9	120	51,8	250	50,0	131	52,6	156	62,2	287	57,4
Total	268	100	232	100	500	100	251	100	249	100	500	100

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

- **L'âge idéal du Président de la République**

Un peu moins de la moitié (45,5 %) des citoyens de Bamako qui pensent que l'âge est important dans le choix du futur Président de la République proposent une tranche d'âge de 46 à 55 ans. La même tranche d'âge 46 à 55 ans a été aussi proposée par la majorité des citoyens de Mopti (41,6 %).

Figure 5: Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe et l'âge idéal du futur Président de la République



Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

- **Femme devenir futur Président de la République**

La grande majorité des enquêté(e)s, indépendamment de la zone d'enquête pensent qu'une femme ne pourra pas devenir futur Président de la République. Cette proportion est de 58 % à Bamako et 51,8 % à Mopti et se compte plus chez les hommes (61,6 % à Bamako et 62,2 % à Mopti). Une proportion non importante (18,4 %) des citoyens de Mopti déclare ne pas savoir.

Tableau 5: Répartition des enquêté(e)s suivant le sexe quant à l'élection d'une femme comme futur Président de la République

Femme devenir Présidente	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Oui	93	34,7	95	40,9	188	37,6	52	20,7	95	38,2	147	29,4
Non	165	61,6	125	53,9	290	58,0	156	62,2	103	41,4	259	51,8
Ne sait pas	7	2,6	9	3,9	16	3,2	42	16,7	50	20,1	92	18,4
ND	3	1,1	3	1,3	6	1,2	1	0,4	1	0,4	2	0,4
Total	268	100	232	100	500	100	251	100	249	100	500	100

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.1.3. Attentes des institutions de gestion des élections

On ne peut pas mener des élections crédibles et transparentes sans le concours des institutions chargées de la gestion de ces élections. Dans la ville de Bamako, les 3 principales attentes soulignées par un plus grand nombre des enquêté(e)s est d'abord la lutte efficace contre la fraude électorale (66,0 % des enquêté(e)s, soit 64,9 % des hommes et 58,2 % des femmes), ensuite l'établissement d'un fichier électoral correct (50,0 % dans l'ensemble dont 52,6 % des hommes et 40,7 % des femmes) et enfin l'assurance du professionnalisme et de la neutralité de l'administration (33,2 % au global, soit 38,1 % d'avis favorables pour les hommes et 23,9 % pour les femmes). Ces attentes sont aussi partagées par les citoyens de la commune urbaine de Mopti, mais l'ordre diffère. Tout comme les citoyens de Bamako, les enquêté(e)s de la ville de Mopti attendent en premier lieu des institutions en charge de la gestion des élections la lutte efficace contre la fraude électorale (65,7 % des hommes et 56,2 % des femmes, soit une moyenne de 61,0 % dans l'ensemble). À la différence des enquêté(e)s de Bamako, ceux de Mopti attendent plutôt en deuxième lieu l'assurance du professionnalisme et de la neutralité de l'administration. Les statistiques pour cette attente sont de 56,6 % pour les hommes et 55,0 % pour les femmes, soit une moyenne de 55,8 % pour l'ensemble des citoyens de Mopti. Enfin, 38,4 % des citoyens de Mopti dont 34,5 % des femmes et 42,2 % des hommes attendent des institutions chargées de la gestion des élections l'établissement d'un fichier électoral correct.

L'Assurance de bonnes conditions de vote à tous les maliens (y compris les déplacés et les réfugiés), la supervision efficace de toutes les étapes du vote (de la révision des listes électorales à la proclamation provisoire des résultats), le respect du calendrier électoral et la loi électorale, la validité des candidatures et la bonne gestion des litiges électoraux font également partie des attentes des électeurs des institutions chargées de la gestion des élections.

Tableau 6 : Répartition des enquêt(e)s par sexe selon les attentes des institutions chargées de la gestion des élections

Attentes auprès des institutions chargées de la gestion des élections	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Établir un fichier électoral correct	141	52,6	109	40,7	250	50,0	106	42,2	86	34,5	192	38,4
Assurer le professionnalisme et la neutralité de l'administration	102	38,1	64	23,9	166	33,2	142	56,6	137	55,0	279	55,8
Lutter efficacement contre la fraude électorale	174	64,9	156	58,2	330	66,0	165	65,7	140	56,2	305	61,0
Respecter le calendrier électoral	62	23,1	29	10,8	91	18,2	63	25,1	49	19,7	112	22,4
Bien se prononcer sur la validité des candidatures	52	19,4	38	14,2	90	18,0	63	25,1	47	18,9	110	22,0
Assurer de bonnes conditions de vote à tous les maliens (y compris les déplacés et les réfugiés)	89	33,2	72	26,9	161	32,2	80	31,9	82	32,9	162	32,4
Superviser efficacement toutes les étapes du vote (de la révision des listes électorales à la proclamation provisoire des résultats)	61	22,8	42	15,7	103	20,6	68	27,1	61	24,5	129	25,8
Bien gérer les litiges électoraux	50	18,7	42	15,7	92	18,4	56	22,3	49	19,7	105	21,0
Respecter la loi électorale	66	24,6	46	17,2	112	22,4	48	19,1	50	20,1	98	19,6
Autres	16	6,0	6	2,2	22	4,4	15	6,0	17	6,8	32	6,4

Source : Sondage 3 de FES, mai 2013

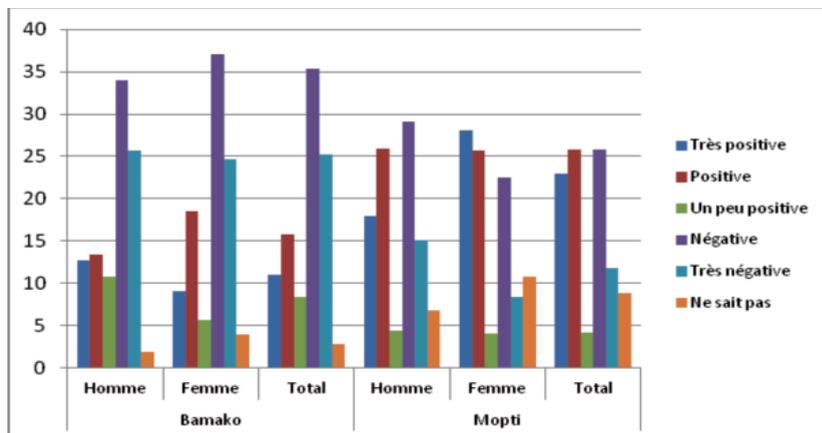
2.1.4. Appréciation de l'implication des religieux dans le processus électoral

L'opinion des enquêt(e)s concernant l'implication des religieux dans le processus électoral semble varié selon les zones enquêtées. Plus de 60 % (60,6 %) des citoyens de Bamako pensent que l'implication des religieux dans le processus électoral est négative ou très négative contre 35,2 % de ceux qui trouvent cette implication très positive, positive ou un peu positive. La proportion des hommes qui déclare que l'implication des religieux est soit négative ou très négative est de 59,7 % contre 61,7 % des femmes soit une différence de deux points de pourcentage. Par contre la proportion des hommes qui positive l'implication des religieux dans le processus électoral est de 36,9 % contre 33,2 % chez les femmes. Si la majorité des citoyens de Bamako ne sont pas favorables à l'implication des religieux dans le processus électoral, tel n'est pas le cas à Mopti. Plus de la moitié (53 %) des citoyens de Mopti trouvent très positive, positive ou un peu positive l'implication des religieux dans le processus électoral. Par ailleurs, 37,6 % sont d'avis négatifs (très négative et négative).

Parmi les citoyens de Bamako qui trouvent négative l'implication des religieux dans le processus électoral, la grande majorité ont au moins un niveau secondaire (64,4 %) contre 17,5 % pour le niveau fondamental et seulement 18,1 % n'ont aucun niveau

d’instruction. La même observation est faite dans la commune urbaine de Mopti. En fait, 50,0 % des enquêté(e)s ayant un avis négatif de l’implication des religieux dans le processus électoral ont au moins le niveau secondaire, 28 % ont le niveau fondamental et 22 % n’ont aucun niveau.

Figure 6 : Répartition des enquêté(e)s par sexe et l’implication des religieux dans le processus électoral



Source : Sondage 3 de FES, mai 2013

2.1.5. Attitudes par rapport aux organisations de la société civile dans le processus électoral

L’opinion des enquêté(e)s concernant l’implication des organisations de la société civile varie très peu d’une zone à une autre. Plus du tiers (72,4 % à Bamako et 67,4 % à Mopti) des citoyens pensent que ces organisations doivent sensibiliser les citoyens à voter. Les hommes résidant à Bamako sont plus nombreux à se prononcer en faveur de cette attitude. La contribution à la prévention de la fraude électorale constitue la deuxième attitude préconisée par les citoyens (Bamako : 42,8 % et Mopti : 50,2 %).

Les citoyens souhaitent également que les organisations de la société civile s’impliquent dans la formation des partis politiques au processus électoral, sensibilisent les candidats à reconnaître les résultats issus des urnes et dénoncer les pratiques frauduleuses lors des campagnes électorales et des opérations de vote.

Tableau 7: Répartition des enquêté(e)s par sexe et Attitude des organisations de la société civile dans le processus électoral

Quelle attitude devraient adopter les organisations de la société civile dans le processus électoral	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Sensibiliser les citoyens à voter	206	76,9	156	67,2	362	72,4	178	70,9	159	63,9	337	67,4
Former les partis politiques au processus électoral	67	25,0	37	15,9	104	20,8	81	32,3	84	33,7	165	33,0
Contribuer à la prévention de la fraude électorale	121	45,1	93	40,1	214	42,8	129	51,4	122	49,0	251	50,2
Sensibiliser à reconnaître les résultats issus des urnes	107	39,9	65	28,0	172	34,4	73	29,1	52	20,9	125	25,0
Dénoncer les pratiques frauduleuses lors des campagnes électorales et des opérations de vote	114	42,5	72	31,0	186	37,2	66	26,3	63	25,3	129	25,8
Autres	10	3,7	12	5,2	22	4,4	9	3,6	3	1,2	12	2,4
Ne sait pas	12	4,5	16	6,9	28	5,6	25	10,0	46	18,5	71	14,2

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.1.6. Appréciation de l'utilisation du fichier RAVEC

- **Utilisation du fichier RAVEC**

Dans les deux villes, la majorité des enquêté(e)s sont pour l'utilisation du fichier RAVEC pour les élections Présidentielles à venir. Globalement, ce pourcentage est meilleur dans la ville de Mopti qu'à Bamako et la différence ne semble pas être grande selon le sexe: 71,2 % des enquêté(e)s de Mopti et 64,6 % de ceux de Bamako sont pour l'utilisation du fichier RAVEC. Plus du quart (28 %) des citoyens de Bamako ne sont pas favorables à l'utilisation du RAVEC contre 19 % de ceux de la commune urbaine de Mopti. Environ 10 % des citoyens de Mopti contre 7 % déclarent ne pas savoir.

Tableau 8: Répartition des enquêté(e)s par sexe et l'utilisation du fichier RAVEC

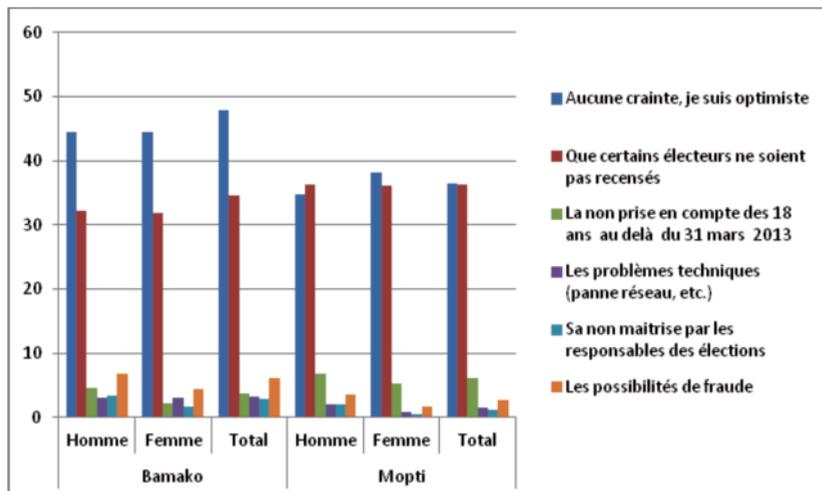
Utilisation du fichier RAVEC	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Oui	175	65,3	148	63,8	323	64,6	177	70,5	179	71,9	356	71,2
Non	80	29,9	60	25,9	140	28,0	56	22,3	39	15,7	95	19,0
Ne sait pas	11	4,1	23	9,9	34	6,8	17	6,8	31	12,4	48	9,6
ND	2	0,7	1	0,4	3	0,6	1	0,4	0	0,0	1	0,2
Total	268	100	232	100	500	100	251	100	249	100	500	100

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

Craintes du fichier RAVEC

Dans la ville de Bamako, 47,8 % des enquêté(e)s affirment qu'ils n'ont aucune crainte et qu'ils sont au contraire optimiste contre 36,4 % pour les citoyens de Mopti. Cependant, 34,5 % des enquêté(e)s de Bamako et 36,2 % de ceux de Mopti craignent que la « non exhaustivité » de la liste des personnes recensées soit une cause de contestation. Les autres craintes comme la non prise en compte des 18 ans au-delà du 31 mars 2013, les problèmes techniques (panne réseau...), la non maîtrise par les responsables des élections et les possibilités de fraude ont aussi été évoquées mais à des proportions moindres.

Figure 7 : Répartition des enquêté(e)s par sexe et limite du fichier RAVEC



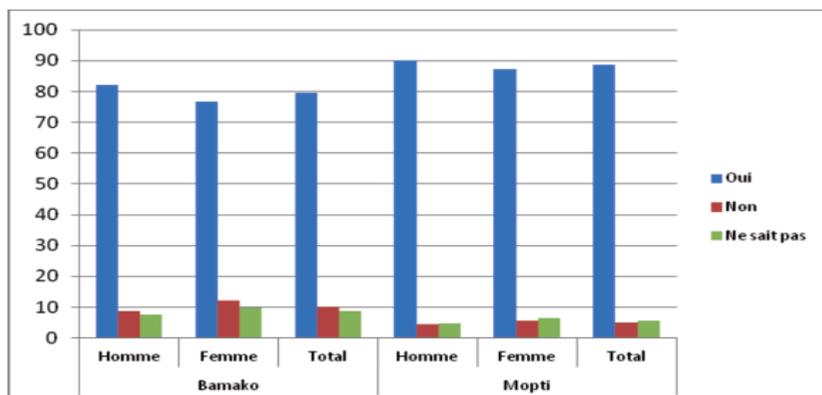
Source : Sondage 3 de FES, mai 2013

2.1.7 Attitudes de participation aux élections à venir

L'intention de participation aux élections Présidentielles est plus importante dans la commune urbaine de Mopti que dans le District de Bamako. Environ 89 % des citoyens de Mopti ont déclaré qu'ils voteraient aux prochaines élections contre environ 80 % à Bamako. Il convient de noter que le taux de participation aux élections à venir a légèrement baissé à Bamako par rapport au sondage passé du mois de février (82 %). A Bamako comme à Mopti, la proportion des abstentionnistes (ne sait pas et non déclaré) serait plus élevée chez les femmes (11,2 % à Bamako et 7,2 % à Mopti) que les hommes (9,4 % à Bamako et 5,4 % à Mopti).

Pour les futurs votants de la commune urbaine de Mopti, leur proportion serait plus élevée chez les moins de 35 ans (93,3 %) ou entre 35-49 ans (92,5 %) contre 75,7 % pour les 50 ans et plus. Contrairement à Mopti, à Bamako la proportion est légèrement plus faible chez les jeunes (79,2 %), contre 85,3 % pour les 35-49 ans et 81,6 % pour les 50 ans et plus.

Figure 8 : Répartition des enquêté(e)s par sexe et l'intention de vote



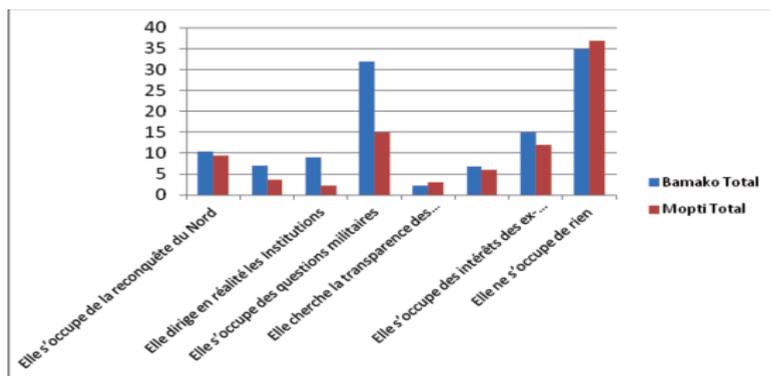
2.2. SÉCURISATION DES RÉGIONS DU NORD

2.2.1. Perception du rôle actuel de la junte

Les enquêtées estiment à 34,8 % dans le District de Bamako et 36,8 % dans la commune urbaine de Mopti que l'ex-junte ne s'occupe de rien. Il faut dire qu'environ près de 32 % (31,8 %) du District de Bamako pensent qu'elle s'occupe des questions militaires. Ce pourcentage est de 15 % à Mopti. Par ailleurs, on note que 15 % des enquêté(e)s de Bamako et 12 % de ceux de Mopti pensent que l'ex-junte s'occupe des intérêts des ex-membres.

Il faut signaler que par rapport au sondage précédent, l'opinion des Bamakois sur l'ex-junte a changé. En février, environ 40 % des enquêté(e)s de Bamakois estimaient que la junte s'occupait des questions militaires alors que maintenant 31,8 % sont de cet avis et 34,8 % pensent même qu'elle ne s'occupe de rien. La proportion des citoyens de Mopti qui déclare ne pas savoir le rôle actuel de la junte est élevée (30,0 %) par rapport à celle du District de Bamako (15,6 %).

Figure 9 : Répartition des enquêté(e)s par sexe et le rôle actuel de l'ex-junte

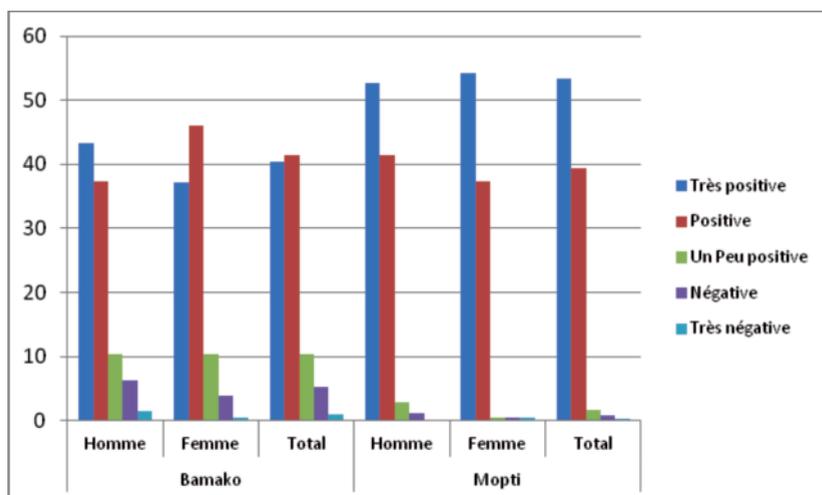


Source : Sondage 3 de FES, mai 2013

2.2.2. Perception du rôle actuel de l'armée dans son rôle de défense de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale

Les populations de Bamako et de Mopti apprécient positivement l'armée nationale malienne dans son rôle régalien. À Bamako, 81,8 % des sondé(e)s apprécient positivement voire très positivement l'armée dans ce rôle. Ils ne sont que 6,2 % à apprécier négativement ou très négativement le travail actuel de l'armée malienne. L'appréciation des femmes est légèrement plus positive que celle des hommes à Bamako. Du côté de Mopti, 92,8 % apprécient positivement ou très positivement le rôle de l'armée. Contrairement à Bamako, à Mopti, c'est l'appréciation des hommes qui est légèrement plus positive : 94,0 % des hommes et 91,5 % des femmes apprécient positivement ou très positivement l'armée dans son rôle de défense de l'unité et de l'intégrité du territoire.

Figure 10: Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation actuelle de l'armée dans son rôle de défense de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale

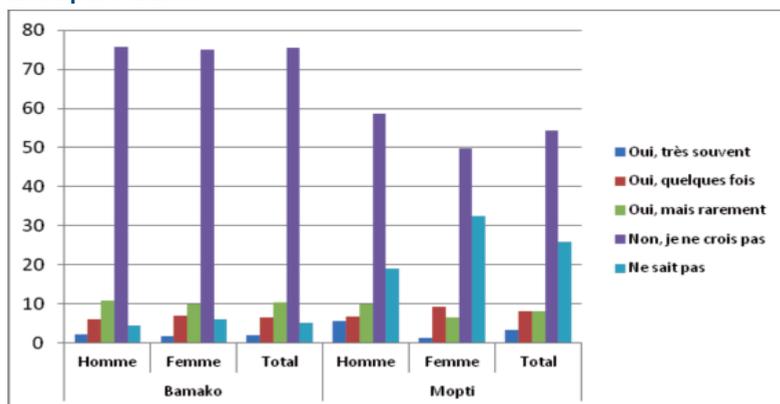


Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

Violation des droits de l'homme au Nord par l'armée

Les opinions des enquêté(e)s sont en majorité favorables à l'armée concernant le respect des droits de l'homme au Nord du Mali. En effet, trois personnes sur quatre (75,4 %) dans le district de Bamako disent ne pas croire à un non respect par les militaires maliens des droits de l'homme au Nord du Mali. Dans la localité de Mopti, la proportion des citoyens qui ne croient pas à la violation des droits de l'homme par l'armée est moins élevée, soit 54,2 % contre 75,4 % à Bamako. Il convient de remarquer que les femmes sont moins nombreuses à défendre cette thèse ; 49,8 % des femmes contre 58,6 % des hommes ne croient pas à des violations des droits de l'homme par l'armée malienne. Par ailleurs près de 20 % (18,8 % à Bamako et 19,6 % à Mopti) estiment que la violation des droits de l'homme intervient. Les hommes et les femmes semblent s'accorder sur les mêmes constats.

Figure 11: Répartition des enquêté(e)s par sexe et violation des droits de l'homme au Nord par l'armée



Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

Pour prévenir les violations des droits de l'homme par les militaires, les avis des enquêté(e)s sont partagés entre « Sensibiliser et former les militaires sur le respect des droits de l'homme », « Punir les militaires coupables », « Faire venir des observateurs des droits de l'homme » estimées comme solutions au mauvais comportement des militaires. Cependant, la première proposition de solutions est de loin la plus préconisée dans les deux localités: 78,7 % à Bamako et 70,4 % à Mopti. La deuxième solution est proposée par 51,4 % des citoyens à Bamako contre 42,9 % à Mopti. Plus du tiers (34,6 %) des citoyens de Bamako se prononcent pour « faire venir des observateurs des droits de l'homme ». Par contre à Mopti, la population est beaucoup moins favorable aux observateurs des droits de l'homme, soit 11,2 %. Aussi bien à Bamako qu'à Mopti, les femmes, comparées aux hommes, préconisent plus la première solution par rapport aux autres. Cependant, une proportion importante aussi bien à Bamako qu'à Mopti, respectivement 58,3 % et 45,2 %, les femmes pensent qu'il faut punir les militaires coupables. Elles ne sont pas favorables à la venue des observateurs des droits de l'homme, mais la proportion de celles qui sont favorables aux observateurs est nettement plus élevée à Bamako qu'à Mopti, soit 29,2 % contre 11,9 %.

Tableau 9 : Répartition des enquêté(e)s par sexe et Solutions pour prévenir ces cas de violations de droit de l'homme

Solutions pour prévenir ces cas de viols de droit de l'homme	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Sensibiliser et former les militaires sur le respect des droits de l'homme	46	76,7	39	81,3	85	78,7	39	69,6	30	71,4	69	70,4
Punir les militaires coupables	27	45,8	28	58,3	55	51,4	23	41,1	19	45,2	42	42,9
Faire venir des observateurs des droits de l'homme	23	39,0	14	29,2	37	34,6	6	10,7	5	11,9	11	11,2
Autres réponses	4	6,8	2	4,2	6	5,6	4	7,1	3	7,1	7	7,1
Ne sait pas	1	1,7	1	2,0	2	1,8	1	1,8	1	2,3	2	2,0

Source : Sondage 3 de FES, mai 2013

2.2.3 Perception de l'absence de l'armée malienne à Kidal

Plus de la moitié (57,6 % des citoyens de Bamako et 51,0 % des citoyens de Mopti) des enquêté(e)s ne font pas confiance aux Français lorsqu'ils sont à Kidal sans les troupes maliennes. Cet avis est sensiblement le même pour les hommes et les femmes. En revanche, 20 % des citoyens de Bamako et 9 % de ceux de Mopti font « Modérément confiance. » Le cumul des citoyens qui font juste confiance et très confiance est 20 % à Bamako et 30,4 % à Mopti.

Parmi les enquêté(e)s qui ne font pas confiance, 64,2 % sont des jeunes (18 à 34 ans), 20,5 % appartiennent à la tranche d'âge 35 à 49 ans et 15,3 % ont 50 ans au moins dans la ville de Bamako. La même tendance est observée dans la ville de Mopti : 59,2 % pour la tranche d'âge 18-34 ans, 22,4 % pour les 35 à 49 ans et 18,4 % pour les 50 ans et plus.

Tableau 10 : Répartition des enquêté(e)s par sexe et la confiance aux Français lorsqu'ils sont à Kidal sans les troupes maliennes

Confiance aux Français lorsqu'ils sont à Kidal sans les troupes maliennes	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Très confiance	33	12,3	29	12,5	62	12,4	30	12,0	24	9,6	54	10,8
Juste confiance	21	7,8	17	7,3	38	7,6	54	21,5	44	17,7	98	19,6
Modérément confiance	53	19,8	47	20,3	100	20,0	20	8,0	25	10,0	45	9,0
Pas confiance	157	58,6	131	56,5	288	57,6	126	50,2	129	51,8	255	51,0
Ne sait pas	2	0,7	7	3,0	9	1,8	21	8,4	25	10,0	46	9,2
ND	2	0,7	1	0,4	3	0,6	0	0,0	2	0,8	2	0,4
Total	268	100	232	100	500	100	251	100	249	100	500	100

Source : Sondage 3 de FES, mai 2013

2.2.4. Appréciation des rapports entre les Français et le MNLA

Tout comme la présence des militaires français lorsqu'ils sont à Kidal sans les troupes maliennes, les enquêté(e)s ont un point de vue négatif des rapports entre les Français et le MNLA. En effet, 69,4 % des citoyens de Bamako et 56,8 % des citoyens de Mopti ne font pas du tout confiance à cette collaboration. Par ailleurs, 13,6 % des enquêté(e)s de Bamako et 23,0 % de ceux de Mopti pensent qu'on peut juste leur faire confiance. Une faible proportion (9,6 %) des enquêté(e)s de Bamako fait « très confiance » aux rapports entre Français et le MNLA. Ce pourcentage est seulement de 5,8 % pour la population de Mopti. En termes de comparaison selon le sexe, il n'y a pas de différence statistiquement significative.

Tableau 11: Répartition des enquêté(e)s par sexe et l'appréciation des rapports entre les Français et le MNLA

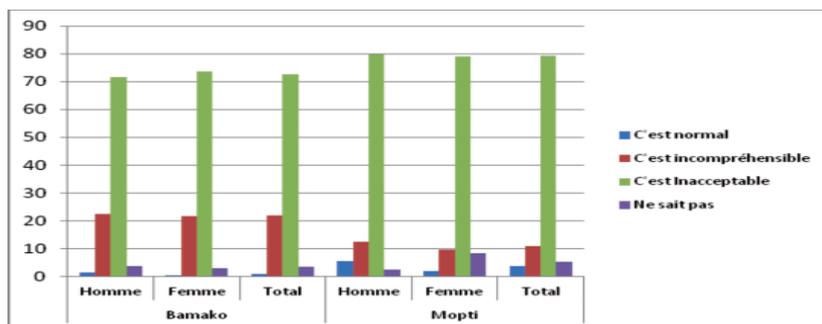
Appréciation des rapports entre les Français et le MNLA	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
On peut faire très confiance aux Français	29	10,8	19	8,2	48	9,6	16	6,4	13	5,2	29	5,8
On peut Juste leur faire confiance	35	13,1	33	14,2	68	13,6	70	27,9	45	18,1	115	23,0
On n'a pas du tout confiance	193	72,0	154	66,4	347	69,4	140	55,8	144	57,8	284	56,8
Ne sait pas	9	3,4	25	10,8	34	6,8	25	10,0	44	17,7	69	13,8
ND	2	0,7	1	0,4	3	0,6			3	1,2	3	0,6
Total	268	100	232	100	500	100	251	100	249	100	500	100

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.2.5. Rejet de l'entrée de l'armée malienne à Kidal par le MNLA et le MIA

Dans les deux localités, les enquêté(e)s dénoncent presque unanimement le rejet de l'armée malienne par le MIA et le MNLA à Kidal. En effet, ils sont 94,6 % à Bamako et 90,4 % à trouver incompréhensible ou inacceptable cette situation. Cette opinion varie peu selon le sexe. À Bamako, 71,6 % des hommes trouvent inacceptable l'attitude commune du MIA et du MNLA contre 73,7 % pour les femmes. À Mopti, 79,4 % citoyens dont 79,7 % d'hommes et 79,1 % de femmes trouvent inacceptable cette attitude.

Figure 12: Répartition des enquêté(e)s par sexe et rejet l'entrée de l'armée malienne à Kidal par le MNLA et le MIA

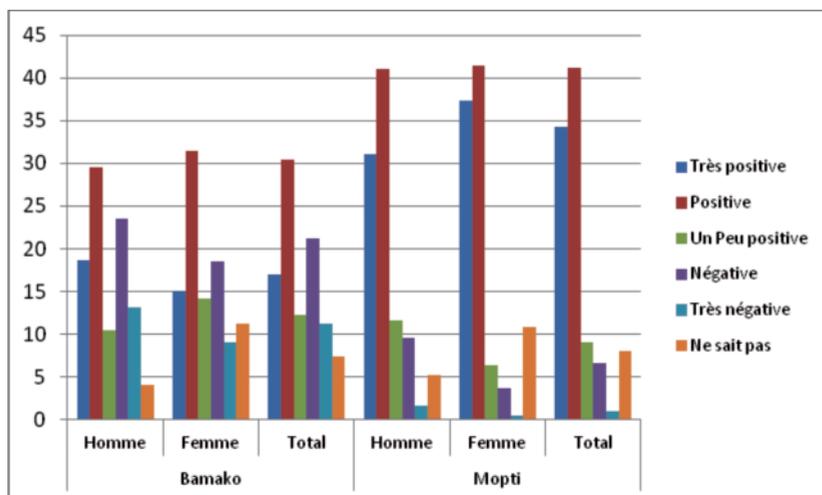


Dans les deux localités, très peu de personnes estiment normale l'attitude des deux organisations rebelles.

2.2.6. Appréciation de la présence des troupes de la MISMA au Mali

Les troupes de la MISMA sont appréciées positivement plus dans la ville de Mopti qu'à Bamako. En effet, le cumul des appréciations positive et très positive est de 47,4 % dans le District urbain de Bamako contre 75,4 % dans la commune urbaine de Mopti soit un écart de 28,0 %. Seulement 7,6 % des citoyens de Mopti ont un avis négatif ou très négatif des troupes de la MISMA contre 32,4 % à Bamako.

Figure 13: Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation de la présence des troupes de la MISMA



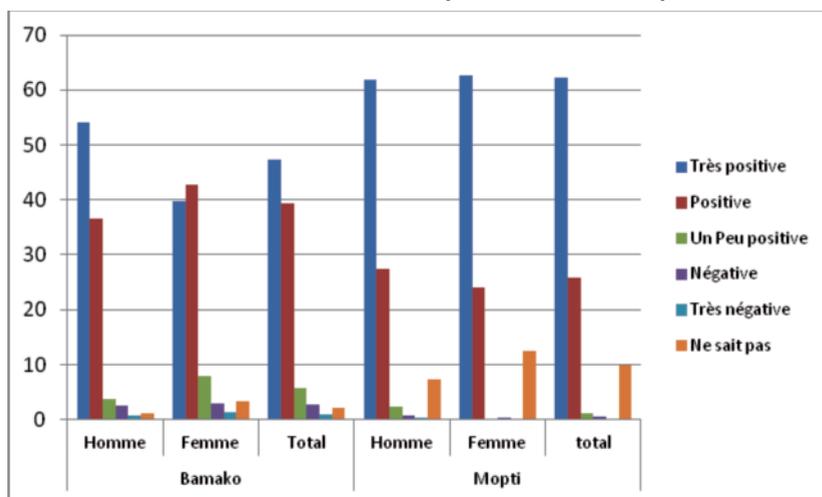
Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.2.7. Appréciation de la formation des forces armées maliennes par la mission européenne

Les populations de Bamako et de Mopti paraissent favorables à la formation faite par la mission européenne au bénéfice de l'armée malienne. En effet, à Bamako, 86,8 % de la population trouvent « positive voire très positive » cette formation. Les hommes sont encore plus favorables à cette formation car 90,7 % la trouvent « positive voire très positive » contre 82,4 % des femmes.

Du côté de Mopti, la formation de la mission européenne est plébiscitée comme à Bamako : 88,0 % des enquêté(e)s y sont favorables. Là aussi, ce sont les hommes qui sont plus favorables, 89,3 % des hommes contre 86,8 % des femmes qui trouvent la mission, à priori, positive ou très positive.

Figure 14: Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation de la formation des forces armées maliennes actuellement par la mission européenne



Source : Sondage 3 de FES, mai 2013

2.2.8. Appréciation de la présence militaire française permanente

Le tableau ci-dessous laisse apparaître qu'au sujet de la présence militaire permanente de l'armée française au Mali, les avis sont plutôt favorables.

À Bamako, près de deux personnes sur trois trouvent « positive ou très positive » la présence permanente des troupes françaises au Mali (63,6 %) et une personne sur cinq (19,4 %) trouve cette présence « négative ou très négative. » La propension à être favorable à la présence de l'armée française est légèrement plus accentuée chez les hommes : 67,2 % de ces derniers contre 59,5 % trouvent « positive voire très positive » cette présence, soit 7,7 points de pourcentage de plus que les femmes.

À Mopti, 71,0 % trouvent « positive voire très positive » la permanence militaire française contre 20,2 % qui s'y opposent en la trouvant « négative ou très négative. » À la différence de Bamako, à Mopti ce sont les femmes qui sont les plus favorables. En effet, 76,7 % d'entre elles contre 65,3 % des hommes trouvent « positive voire très positive » cette permanence, soit 11,4 points de pourcentage de plus que les femmes.

Tableau 12: Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation de la présence militaire française permanente au Mali

Appréciation de la présence militaire française permanente au Mali	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Très positive	76	28,4	32	13,8	108	21,6	69	27,5	82	32,9	151	30,2
Positive	104	38,8	106	45,7	210	42,0	95	37,8	109	43,8	204	40,8
Un Peu positive	24	9,0	36	15,5	60	12,0	11	4,4	7	2,8	18	3,6
Négative	39	14,6	33	14,2	72	14,4	61	24,3	33	13,3	94	18,8
Très négative	15	5,6	10	4,3	25	5,0	6	2,4	1	0,4	7	1,4
Ne sait pas	6	2,2	13	5,6	19	3,8	7	2,8	17	6,8	24	4,8
ND	4	1,5	2	0,9	6	1,2	2	0,8	0	0,0	2	0,4
Total	268	100	232	100	500	100	251	100	249	100	500	100

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.2.9. Appréciation de la présence militaire américaine permanente

Comme la présence permanente des militaires françaises au Mali, au moins la moitié des enquêtés dans la ville de Bamako (50,6 %) et dans la ville de Mopti (53,6 %) trouvent positive ou très positive la présence permanente des militaires américaines au Mali. En matière de comparaison selon le sexe, ce pourcentage est plus élevé chez les hommes que chez les femmes à Bamako (53,0 % contre 48,1 %). Dans la ville de Mopti, le contraire y est observé (48,2 % d'avis positifs pour les hommes contre 59,0 % pour les femmes). Il faut par ailleurs noter que le cumul de pourcentage des avis négatifs et très négatifs est de 24,4 % pour les citoyens de Bamako et 23,4 % pour ceux de Mopti.

Tableau 13: Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation de la présence militaire américaine permanente au Mali

Appréciation d'une présence militaire américaine permanente au Mali	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Très positive	59	22,0	21	9,1	80	16,0	42	16,7	59	23,7	101	20,2
Positive	83	31,0	90	39,0	173	34,6	79	31,5	88	35,3	167	33,4
Un Peu positive	48	17,9	49	21,2	97	19,4	11	4,4	10	4,0	21	4,2
Négative	49	18,3	43	18,6	92	18,4	69	27,5	34	13,7	103	20,6
Très négative	18	6,7	12	5,2	30	6,0	9	3,6	5	2,0	14	2,8
Ne sait pas	9	3,4	16	6,9	25	5,0	41	16,3	53	21,3	94	18,8
ND	2	0,7	1	0,4	3	0,6						
Total	268	100	232	100	500	100	251	100	249	100	500	100

2.2.10. Appréciation de la transformation des troupes de la MISMA en troupes des Nations Unies

Les citoyens de Mopti sont plus favorables à cette transformation que ceux de Bamako, soit 52,4 % contre 35,8 % des citoyens de Bamako qui trouvent « très positive ou positive » la transformation de la MISMA en MINUSMA. Environ 35,2 % des citoyens de Bamako ont une appréciation négative de cette transformation contre seulement 7,8 % des citoyens de Mopti. Par ailleurs, il faut noter qu'environ 35,8 % des enquêté(e)s de Mopti et 17,4 % de ceux de Bamako ne savent pas s'il faut effectuer cette transformation.

Tableau 14: Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation de la transformation des troupes de la CEDEAO (MISMA) en troupes des Nations Unies (MINUSMA ou casques bleus au Mali)

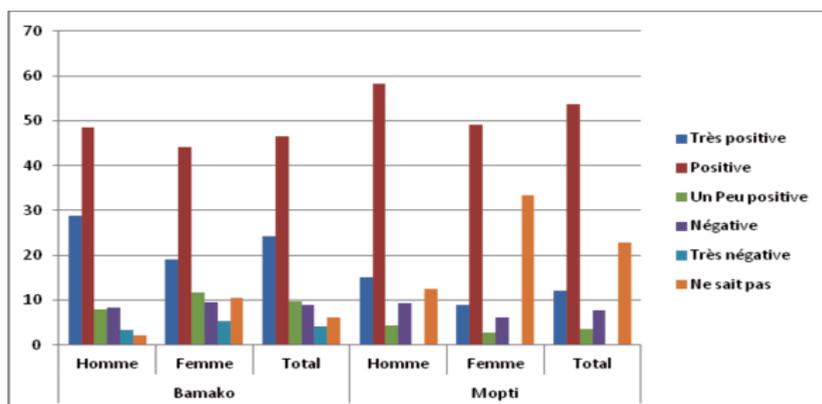
Appréciation de la transformation des troupes de la CEDEAO en troupe des Nations Unies	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Très positive	28	10,4	22	9,5	50	10,0	52	20,7	41	16,5	93	18,6
Positive	78	29,1	51	22,0	129	25,8	93	37,1	76	30,5	169	33,8
Un Peu positive	25	9,3	24	10,3	49	9,8	12	4,8	8	3,2	20	4,0
Négative	55	20,5	39	16,8	94	18,8	25	10,0	7	2,8	32	6,4
Très négative	51	19,0	31	13,4	82	16,4	5	2,0	2	0,8	7	1,4
Ne sait pas	25	9,3	62	26,7	87	17,4	64	25,5	115	46,2	179	35,8
ND	6	2,2	3	1,3	9	1,8	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Total	268	100	232	100	500	100	251	100	249	100	500	100

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.2.11. Appréciation d'une présence de force française parallèle de 1000 hommes

Les enquêté(e)s apprécient « positivement » voire « très positivement » la présence d'une force française parallèle de 1 000 hommes. Ils sont 70,6 % des citoyens de Bamako à trouver la présence d'une force française parallèle de 1 000 positive (46,4 %) ou très positive (24,2 %).

Figure 15: Répartition des enquêté(e)s par sexe et Appréciation d'une présence de force française parallèle de 1000 hommes



Du côté de Mopti, 53,6 % des enquêté(e)s approuvent positivement cette idée et 12,0 % très positivement, soit un pourcentage total de 65,6 %. La proportion de ceux qui déclarent ne pas savoir est plus élevée à Mopti qu'à Bamako (22,8 % contre 6,0 % à Bamako).

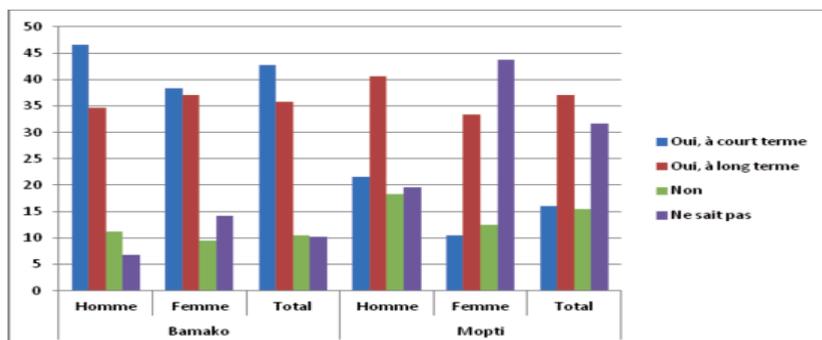
2.2.12. Appréciation du dispositif prévu pour remplacer les français

Dans toutes les localités enquêtées, les personnes interrogées pensent que le dispositif prévu pour remplacer les troupes françaises est suffisant pour sécuriser le Nord. Tel est l'avis de 78,6 % des citoyens à Bamako. Parmi ces 78,6 %, seulement 35,8 % pensent que c'est suffisant à long terme. Pour les 42,8 % ce dispositif n'est suffisant qu'à court terme.

Du côté de Mopti, même si plus de la moitié (53,0 %) des enquêté(e)s pensent que le dispositif est suffisant, il faut noter que le pourcentage reste faible devant celui de Bamako. La répartition de ces 53,0 % est de 37,0 % pour le long terme et 16,0 % pour le court terme.

Les citoyens qui trouvent que le dispositif sécuritaire n'est pas suffisant proposent en majorité, indépendamment de la zone d'enquête, la création d'une force française au Nord Mali. Ainsi pensent 32,8 % des citoyens à Bamako et 36,8 % à Mopti. Ils préfèrent les troupes françaises aux américaines. Environ le quart des citoyens (Bamako, 24,6 % et Mopti, 26,3 %) suggèrent que les troupes françaises soient permanentes au nord alors que la permanence des forces américaines n'est sollicitée que par 6,6 % des citoyens de Bamako et 1,3 % de ceux de Mopti. Il faut noter cependant qu'à Mopti 27,6 % des citoyens, notamment les femmes, sont pour la création de base militaire pour les américains au nord.

Figure 16: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation du dispositif prévu pour remplacer les français pour sécuriser le Nord



Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.3. DIALOGUE ET RÉCONCILIATION

2.3.1. Appréciation de la composition de la Commission de dialogue et réconciliation

Plus de 30 % des enquêté(e) (32,2 % de Bamako et 31,2 % de la commune urbaine de Mopti) sont satisfaits de la commission. La proportion des non satisfaits est importante à Bamako : 44 % contre seulement 13 % à Mopti. Plus de la moitié (55 %) des citoyens de Mopti sont incapables d’apprécier la composition de la commission contre environ 23 % des citoyens résidant dans le District de Bamako.

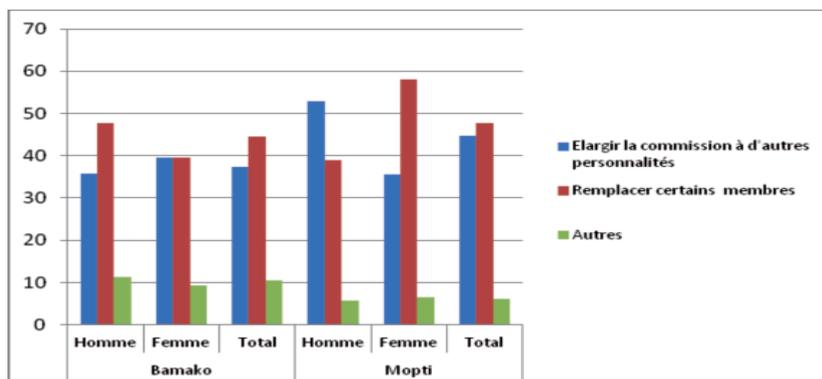
Tableau 15: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur satisfaction de la composition de la Commission de Dialogue et réconciliation

Satisfaction de la composition de la Commission de dialogue négociation	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Oui	87	32,5	74	31,9	161	32,2	97	38,6	59	23,7	156	31,2
Non	134	50,0	86	37,1	220	44,0	36	14,3	31	12,4	67	13,4
Ne sait pas	45	16,8	69	29,7	114	22,8	117	46,6	158	63,5	275	55,0
ND	2	0,7	3	1,3	5	1,0	1	0,4	1	0,4	2	0,4
Total	268	100	232	100	500	100	251	100	249	100	500	100

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

Les citoyens qui disent ne pas être satisfaits de la composition de la commission sont partagés entre ceux qui proposent le remplacement de certains membres (44,5 % à Bamako et 47,8 % à Mopti) et ceux qui sont pour l’élargissement de la commission à d’autres personnalités (37,3 % à Bamako et 44,8 % à Mopti).

Figure 17: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur proposition de la Composition de dialogue réconciliation



Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.3.2. Les thèmes prioritaires devant être abordés par la Commission

Les trois sujets les plus cités par les citoyens de Bamako sont: le caractère laïc de l'État, les conditions de l'autodétermination des régions Nord et la révision des accords passés (Meilleur score 2). Le sujet sur les conditions de la réconciliation des populations du Nord est prioritaire pour les femmes.

À Mopti, les sujets prioritaires que la Commission Dialogue et réconciliation doit aborder varient selon le sexe. Les trois sujets prioritaires chez les hommes demeurent les mêmes que ceux cités par les citoyens de Bamako. Pour les femmes les conditions de l'autodétermination des régions Nord (score 1), le caractère laïc de l'État (score 2), le jugement des responsables de la rébellion, des jihadistes, des narcotrafiquants, des criminels, etc. (score 2), les conditions de l'intégration de tous les mouvements armés dans les forces armées et de sécurité (score 2) et les conditions de la réconciliation des populations du Nord (score 2) constituent les sujets prioritaires.

Tableau 16: Répartition des enquêté(e)s par sexe et les sujets prioritaires que la Commission de dialogue négociation doit aborder

les sujets prioritaires que la Commission Dialogue et réconciliation doit abordée	Bamako		Mopti	
	Homme	Femme	Homme	Femme
	Score	Score	Score	Score
Le caractère laïc de l'État	2	2	2	2
Les conditions de l'autodétermination des régions Nord	2	2	2	1
La révision des accords passés (Pacte national, accords d'Alger)	2	2	2	3
Le jugement des responsables de la rébellion, des jihadistes, des narcotrafiquants, des criminels, etc.	3	3	3	2
L'accélération du développement des régions Nord	3	3	3	3
Les conditions de l'intégration de tous les mouvements armés dans les forces armées et de sécurité et dans	3	3	3	2
Les conditions de la réconciliation des populations du Nord	3	2	3	2
Les conditions d'une administration des régions du Nord	4	3	4	3
Les conditions d'une administration de la région de Kidal	5	4	4	4

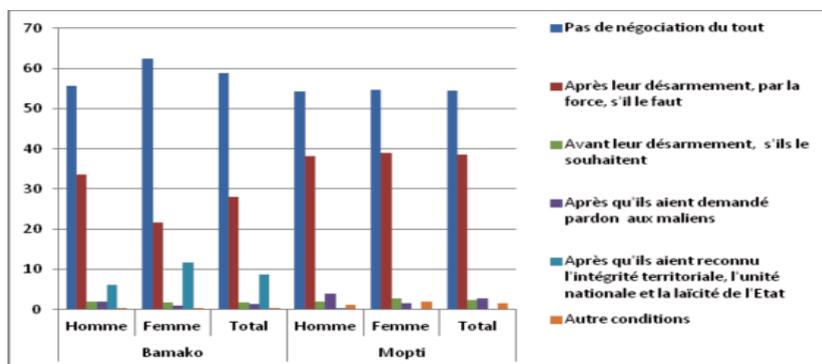
Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.3.3. Cadre de négociations

2.3.3.1. Conditions de négociations

La grande majorité des citoyens des localités touchées par l'enquête (58,8 % des citoyens de Bamako et 54,4 % de ceux de Mopti) ne sont pas favorables à des négociations avec les groupes armés. Cette attitude varie très peu selon le sexe.

Figure 18: Répartition des enquêté(e)s par sexe et les conditions de négociations avec les mouvements armés



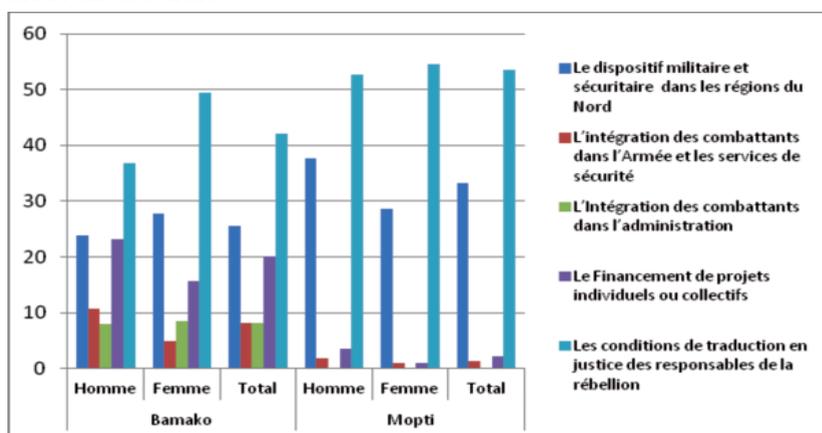
Les partisans de la négociation souhaitent en majorité (28 % à Bamako et 38,6 % à Mopti) que ces groupes soient désarmés même s'il faut utiliser la force.

2.3.3.2. Sur quoi (ré) négocier ?

Les négociations entre les parties prenantes doivent porter sur les conditions de traduction en justice des responsables de la rébellion selon la majorité des enquêté(e)s dans les deux villes. Plus de la moitié (53,5 %) des citoyens de la commune urbaine de Mopti et 42,1 % des citoyens de Bamako partagent cet avis. La différence concernant les statistiques sur cet avis est minime selon le sexe dans les deux villes.

Le dispositif militaire et sécuritaire dans les régions du Nord (33,2 % à Mopti contre 25,5 % à Bamako), le financement de projets individuels ou collectifs (20,0 % à Bamako contre 2,2 % à Mopti) sont d'autres alternatives envisagées. L'intégration des combattants dans l'armée et les services de sécurité et dans l'administration est moins préconisée.

Figure 19: Répartition des enquêté(e)s par sexe et les points de négociations avec les mouvements armés



Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.2.3.3. Les Points non négociables

Les partisans des négociations estiment que les points suivants ne sont pas négociables :

- l'intégrité territoriale citée par plus de 8 citoyens sur 10 (83,5 % pour Bamako et 92,4 % pour Mopti);
- l'Unité nationale (52,3 % pour Bamako et 72,9 % pour Mopti);
- le caractère laïc de l'État (51,4 % pour Bamako et 68,0 % pour Mopti).

Tableau 17: Répartition des enquêté(e)s par sexe et les points de négociations avec les mouvements armés

Qu'est ce qui ne serait pas négociable	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
L'intégrité territoriale du Mali	112	86,2	70	79,5	182	83,5	105	92,1	103	92,8	208	92,4
L'Unité nationale	72	55,4	42	47,7	114	52,3	88	77,2	76	68,5	164	72,9
Le caractère laïc de l'État	80	61,5	32	36,4	112	51,4	83	72,8	70	63,1	153	68,0
La Décentralisation	34	26,2	13	14,8	47	21,6	22	19,3	30	27,0	52	23,1
La Démocratie au Mali	30	23,1	13	14,8	43	19,7	55	48,2	55	49,5	110	48,9
Autres	3	2,3	2	2,3	5	2,3	6	5,3	2	1,8	8	3,6
Ne sait pas	2	1,5	3	3,4	5	2,3	2	1,8	5	4,5	7	3,1

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

Les enquêté(e)s de niveau d'instruction élevé semblent plus attachés au caractère laïc de l'État:

- À Bamako, on note 68,9 % pour le supérieur et 43,1 % pour le secondaire contre 30,0 % pour « sans » niveau d'instruction.
- À Mopti, on note 82,2 % pour le supérieur et 82,5 % pour le secondaire contre 42,6 % pour « sans » niveau d'instruction.

2.4. SIGNIFICATION DES CONCEPTS : INTÉGRITÉ TERRITORIALE, UNITÉ NATIONALE ET LAÏCITÉ DE L'ÉTAT

2.4.1. Intégrité territoriale du Mali

La notion de l'intégrité territoriale est diversement définie selon les zones d'enquête. Pour plus de la moitié des citoyens de Bamako (53,6 %), indépendamment du sexe, l'intégrité territoriale signifie qu'aucune partie du territoire national ne sera cédée à quelqu'un ou à un quelconque groupe d'individus. À Mopti, seulement 30,8 % des enquêtés s'accordent sur cette définition; les hommes étant les plus nombreux (40,6 % contre 20,9 % des femmes). Par contre plus de 40 % (42,8 %) des citoyens de Mopti définissent l'intégrité territoriale comme la non partition du pays. La proportion de ceux qui ignorent la définition de cette notion est de 23,4 % à Mopti contre 18,8 % à Bamako.

Tableau 18: Répartition des enquêté(e)s par sexe et notion « intégrité territoriale du Mali »

Selon vous que signifie la notion « intégrité territoriale du Mali »	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Non partition du pays	73	27,2	51	22,0	124	24,8	104	41,4	110	44,2	214	42,8
Aucune partie du territoire national ne sera cédée à quelqu'un ou à quelconque groupe d'individus	151	56,3	117	50,4	268	53,6	102	40,6	52	20,9	154	30,8
Autre signification	6	2,2	4	1,7	10	2,0	5	2,0	5	2,0	10	2,0
Ne sait pas	35	13,1	59	25,4	94	18,8	38	15,1	79	31,7	117	23,4
ND	3	1,1	1	0,4	4	0,8	2	0,8	3	1,2	5	1,0
Total	268	100	232	100	500	100	251	100	249	100	500	100

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.4.2. Compréhension de la notion « unité nationale »

Plus de 45 % des enquêtés (47,2 %) de Bamako pensent que l'« unité nationale » signifie que les Maliens ne seront pas divisés contre le tiers (33,4 %) de ceux de Mopti. Pour 32,4 % des citoyens de Bamako et 40 % de ceux de Mopti, l'unité nationale signifie « mêmes droits et devoirs pour tous les maliens. » La proportion des enquêté(e)s qui ne savent pas la définition de l'unité nationale est de 23,4 % à Mopti contre 17,6 % à Bamako.

Tableau 19: Répartition des enquêté(e)s par sexe et notion « unité nationale »

Selon vous que signifie la notion « unité nationale »	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Les maliens ne seront pas divisés	120	44,8	116	50,0	236	47,2	73	29,1	94	37,8	167	33,4
Mêmes droits et devoirs pour tous les maliens	101	37,7	61	26,3	162	32,4	130	51,8	70	28,1	200	40,0
Autre signification	7	2,6	4	1,7	11	2,2	8	3,2	5	2,0	13	2,6
Ne sait pas	38	14,2	50	21,6	88	17,6	38	15,1	79	31,7	117	23,4
ND	2	0,7	1	0,4	3	0,6	2	0,8	1	0,4	3	0,6
Total	268	100	232	100	500	100	251	100	249	100	500	100

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.4.3. Compréhension de la notion « laïcité de l'État »

Pour la majorité des enquêté(e)s (66,4 % à Bamako et 59,4 % à Mopti), le caractère laïc de l'État signifie que l'État réserve le même traitement pour toutes les religions. Environ 23,0 % des citoyens de Mopti et 26,8 % de ceux de Bamako ne savent pas la signification de la notion « laïcité de l'État ».

Tableau 20: Répartition des enquêté(e)s par sexe et notion « laïcité de l'État »

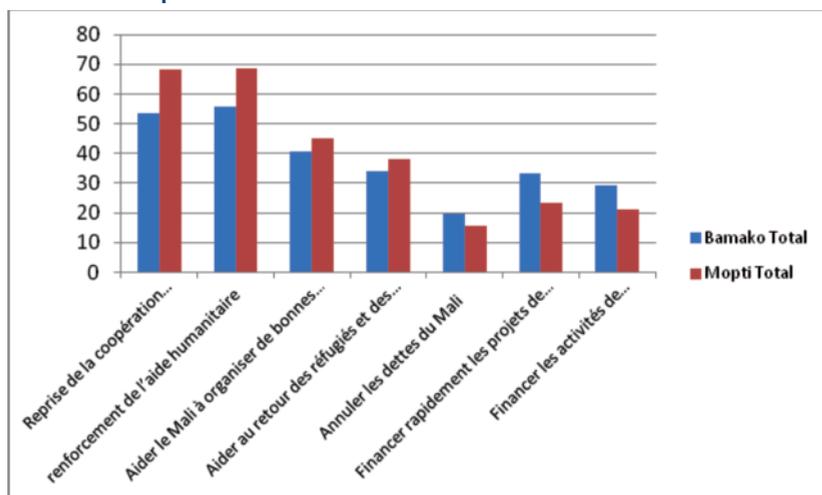
Selon vous que signifie la notion « laïcité de l'État »	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
L'Etat ne s'occupe pas des affaires religieuses	11	4,1	4	1,7	15	3,0	27	10,8	26	10,4	53	10,6
Il réserve même traitement pour toutes les religions	198	73,9	134	58,0	332	66,4	172	68,8	125	50,2	297	59,4
L'Etat est contre l'islam	2	0,7	0	0,0	2	0,4	17	6,8	14	5,6	31	6,2
Autre signification	9	3,4	4	1,7	13	2,6		0,0		0,0	0	0,0
Ne sait pas	45	16,8	89	38,5	134	26,8	34	13,6	81	32,5	115	23,0
ND	3	1,1	1	0,4	4	0,8	1	0,4	3	1,2	4	0,8
Total	268	100	232	100	500	100	251	100	249	100	500	100

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.5. ATTENTES PAR RAPPORT AUX PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Le rôle des Partenaires Techniques et Financiers est très important de l'avis des enquêté(e)s: plus de 50 % des enquêté(e)s du District de Bamako et plus de 65 % de ceux de la région de Mopti, mettent en exergue soit la reprise de la coopération économique, soit le renforcement de l'aide humanitaire. Plus de 40 % des enquêté(e)s, indépendamment de la zone d'enquête, pensent que les PTF doivent aider le Mali à organiser de bonnes élections. Le retour des réfugiés et le financement des régions du nord constituent des préoccupations des populations du District de Bamako et de la région de Mopti.

Figure 20: Répartition des enquêté(e)s par sexe et les Attentes actuelles des Partenaires Techniques et Financiers



Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.6. ATTENTES PAR RAPPORT À LA SOCIÉTÉ CIVILE ET MÉDIAS DANS LA SÉCURISATION DES RÉGIONS DU NORD

Plus de 60 % (61,2 %) des populations de Bamako et plus de 70 % (70,6 %) de celles de Mopti, les organisations de la société civile dans la sécurisation des régions Nord doivent sensibiliser et informer sur la réconciliation nationale. Les hommes sont plus nombreux à se prononcer sur ce point.

Dans le District de Bamako, l'information et la sensibilisation sur les consignes de sécurité portant sur les munitions, explosifs et armes restent importantes. Les populations de Mopti estiment que les organisations de la civile doivent faire des propositions pertinentes pour la commission dialogue et réconciliation. Peu de gens, indépendamment du sexe et de la zone d'enquête, sont pour l'implication de ces organisations dans la négociation avec les groupes armés.

Tableau 21: Répartition des enquêté(e)s par sexe et attitude des organisations de la société civile dans la sécurisation des régions Nord

Quelle attitude devraient adopter les organisations de la société civile dans la sécurisation des régions Nord	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Faire des propositions pertinentes pour la Commission dialogue et réconciliation	100	37,3	64	27,6	164	32,8	120	47,8	106	42,6	226	45,2
Sensibiliser et informer sur la réconciliation nationale	179	66,8	127	54,7	306	61,2	189	75,3	164	65,9	353	70,6
Approcher les groupes armés pour la négociation	30	11,2	13	5,6	43	8,6	36	14,3	30	12,0	66	13,2
Informar et sensibiliser les populations sur les consignes de sécurité portant sur les munitions, explosifs et armes	139	51,9	102	44,0	241	48,2	73	29,1	68	27,3	141	28,2
Autres	14	5,2	14	6,0	28	5,6	11	4,4	9	3,6	20	4,0
Ne sait pas	12	4,5	15	6,5	27	5,4	22	8,8	48	19,3	70	14,0

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.7. PERCEPTION DU RÔLE DES MÉDIA EN PÉRIODE DE CRISE

De l'avis de 83 % des citoyens de Bamako et 73 % de ceux de Mopti, les médias en période de crise doivent avant tout informer les citoyens sur la situation réelle. La sensibilisation des citoyens sur les enjeux de la crise et la défense de la paix et de la cohésion nationale demeurent également des priorités.

Tableau 22: Répartition des enquêté(e)s par sexe et Attitude des médias en période de crise comme actuellement au Mali

Quelles attitudes devraient adopter les médias en période de crise comme actuellement au Mali	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Informers les citoyens sur la situation réelle	222	82,8	193	83,2	415	83,0	191	76,1	172	69,1	363	72,6
Sensibiliser les citoyens sur les enjeux de la crise	166	61,9	125	53,9	291	58,2	121	48,2	115	46,2	236	47,2
Défendre avant tout la paix et la cohésion nationale	128	47,8	91	39,2	219	43,8	109	43,4	116	46,6	225	45,0
Défendre sa liberté d'expression sans limitation	49	18,3	30	12,9	79	15,8	28	11,2	22	8,8	50	10,0
Autres réponses	10	3,7	5	2,2	15	3,0	5	2,0	1	0,4	6	1,2
Ne sait pas	1	0,4	6	2,6	7	1,4	9	3,6	18	7,2	27	5,4

Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

Plus de 71 % (Bamako, 71,4 % et Mopti, 71,6 %) des citoyens estiment que les médias ont adopté l'attitude qu'ils auraient souhaitée. Signalons que seulement 15,8 % des enquêté(e)s de Bamako et 29,8 % de ceux de Mopti ont régulièrement adopté l'attitude qu'ils auraient souhaitée. Pour plus de 20 % (Bamako, 24,4 % et Mopti, 20,4 %) les médias n'ont pas adopté l'attitude qu'ils auraient souhaitée.

Tableau 23: Répartition des enquêté(e)s par sexe selon leur appréciation de l'attitude que les médias auraient adoptées

Pensez vous que les médias au Mali ont adopté l'attitude que vous auriez souhaitée	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Oui, ils l'ont adoptée	46	17,2	33	14,2	79	15,8	76	30,3	73	29,3	149	29,8
Oui, mais pas tous	77	28,7	73	31,5	150	30,0	58	23,1	59	23,7	117	23,4
Oui, mais pas toujours	61	22,8	67	28,9	128	25,6	49	19,5	43	17,3	92	18,4
Non, ils ne l'ont pas adoptée	77	28,7	45	19,4	122	24,4	57	22,7	45	18,1	102	20,4
Ne sait pas	3	1,1	9	3,9	12	2,4	10	4,0	24	9,6	34	6,8
ND	4	1,5	5	2,2	9	1,8	1	0,4	5	2,0	6	1,2
Total	268	100	232	100	500	100	251	100	249	100	500	100

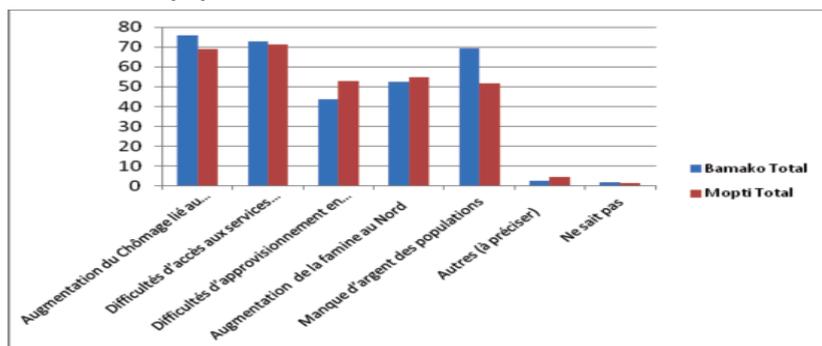
Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

2.8. PERCEPTION DES EFFETS DE LA CRISE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE

2.8.1. Conséquences économiques de la crise sur les populations du Nord

Les effets de la crise sur la situation économique sont énormes. En effet, l'augmentation du chômage lié au départ des ONG et des PTF est citée par 76 % des citoyens de Bamako contre 69 % dans la commune urbaine de Mopti. Les difficultés d'accès aux services sociaux de base (72,8 % à Bamako et 71,2 % à Mopti) sont importantes. Les difficultés d'approvisionnement en produits de base sont plus citées par les enquêté(e)s de Mopti (53 %) qu'à Bamako (44 %). La famine et le manque d'argent sont également des situations que les populations de Mopti ont citées.

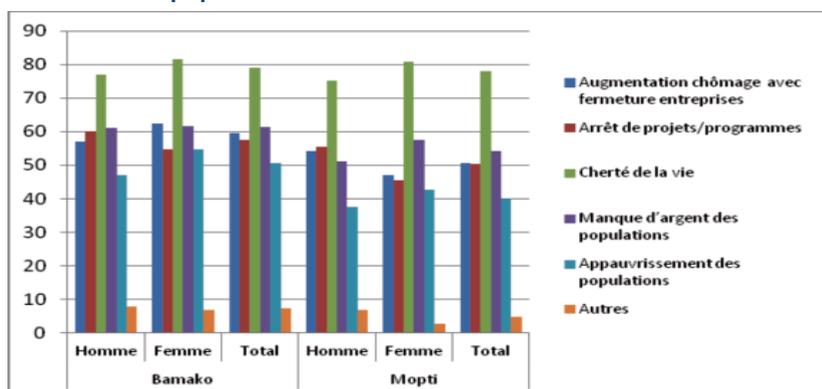
Figure 21: Répartition des enquêté(e)s par sexe et Les conséquences économiques de la crise sur les populations du Nord



2.8.2. Conséquences économiques de la crise sur les populations du Sud

La conséquence la plus fréquemment énumérée par les populations des deux localités (79 % à Bamako et 78 % à Mopti) est la cherté de la vie.

Figure 22: Répartition des enquêté(e)s par sexe et Les conséquences économiques de la crise sur les populations du Sud



Source: Sondage 3 de FES, mai 2013

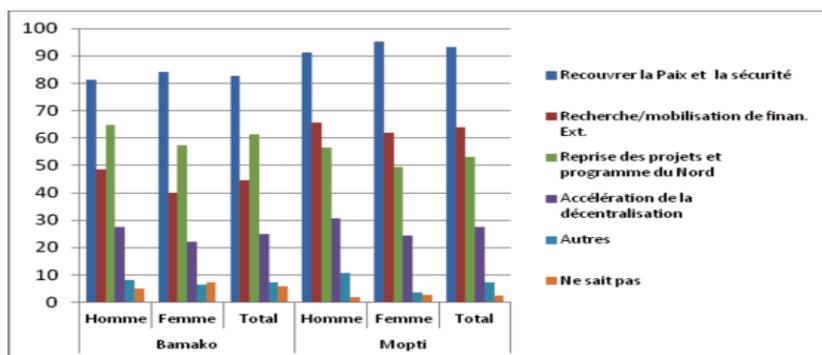
L'augmentation du chômage, l'arrêt des projets/programmes, le manque d'argent des populations et l'appauvrissement des populations ont été également cités.

2.9. PROPOSITIONS POUR LA RELANCE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

2.9.1. Comment le développement du nord pourrait être relancé

Pour 83 % des citoyens de Bamako et 93 % de ceux de Mopti, le développement des régions Nord du Mali commence par l’instauration de la paix et de la sécurité. Ensuite viennent la recherche et la mobilisation des ressources pour financer les projets et programmes de développement. L’accélération de la décentralisation n’est citée que par environ le quart des enquêté(e)s.

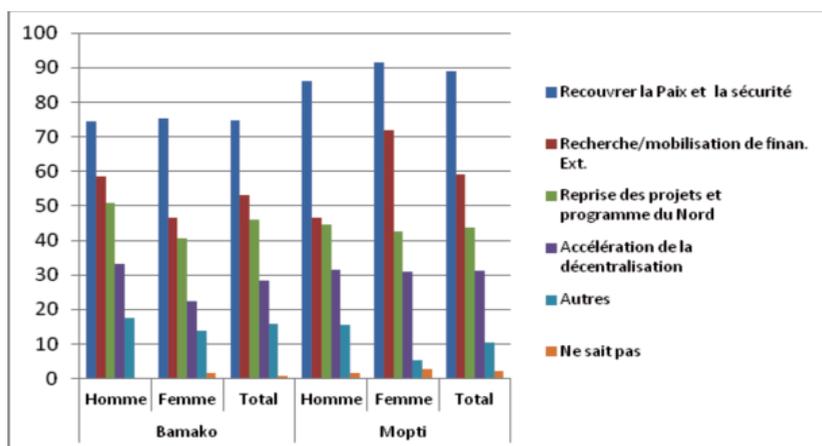
Figure 23: Répartition des enquêté(e)s par sexe et les propositions de relance économiques dans les régions du nord



2.9.2. Comment le développement économique du Mali pourrait être relancé

Les citoyens préconisent que la priorité repose sur la restauration de la sécurité : 75 % des citoyens de Bamako et 89 % de ceux de Mopti se sont prononcés pour le recouvrement de la paix de la sécurité.

Figure 24: Répartition des enquêté(e)s par sexe et les propositions de relance économique du Mali



Ensuite viennent la recherche et la mobilisation des ressources pour financer les projets et programmes de développement. L'accélération de la décentralisation par près de 30 % des enquêtés (Bamako : 28,2 % et Mopti : 31,2 %). D'autres propositions importantes comme assurer la sécurité alimentaire ont été citées.

ANNEXE 1

CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION ENQUÊTÉE

Les caractéristiques de l'échantillon enquêté portent sur les indicateurs ci-après :

- Le sexe ;
- L'âge ;

1. Sexe et classe d'âge

La population totale enquêtée (18 ans et plus) dans le District de Bamako est composée d'environ 46 % de femmes contre 54 % d'hommes. À Mopti, cette répartition est de 50,2 hommes et 49,1 femmes. La répartition par classe d'âge indique une prédominance des jeunes avec 62 % des enquêtés à Bamako et 54 % à Mopti qui ont entre 18-34 ans, suivis des 35-49 ans (22,0 % à Bamako et 24,2 % à Mopti) et 50 ans et plus (15,6 % à Bamako et 21,4 % à Mopti).

Tableau 1 : Répartition des enquêtés par sexe, localité selon l'âge

Groupe d'âge	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
18-34 ans	163	60,8	149	64,2	312	62,4	128	51,0	144	57,8	272	54,4
35-49 ans	59	22,0	51	22,0	110	22,0	62	24,7	59	23,7	121	24,2
50 et plus ans	46	17,2	32	13,8	78	15,6	61	24,3	46	18,5	107	21,4
Total	268	100,0	232	100,0	500	100,0	251	100,0	249	100,0	500	100,0

2. Répartition par sexe et niveau d'instruction

Le niveau d'instruction de la population enquêtée se présente comme suit : environ 35 % ne sont pas instruits à Mopti et 19 % pour Bamako, 36 % ont le niveau supérieur à Bamako contre 12 % à Mopti, 26 % ont le niveau secondaire à Bamako et 27 % à Mopti, 19 % ont celui du cycle de l'école fondamentale/medersa/alphabétisé à Bamako et 25 % à Mopti.

Niveau d'instruction	Bamako						Mopti					
	Homme		Femme		Total		Homme		Femme		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Aucun	39	14,6	57	24,6	96	19,2	66	26,3	111	44,6	177	35,4
Fondamental/médersa/Alpha	47	17,5	48	20,7	95	19,0	71	28,3	53	21,3	124	24,8
Secondaire	81	30,2	50	21,6	131	26,2	72	28,7	65	26,1	137	27,4
Supérieur	101	37,7	77	33,2	178	35,6	42	16,7	20	8,0	62	12,4
Total	268	100,0	232	100,0	500	100,0	251	100,0	249	100,0	500	100,0

ISBN : 978-99952-853-4-0

Tout usage à but commercial des publications, brochures ou autres imprimés de la Friedrich Ebert Stiftung est formellement interdit à moins d'une autorisation écrite délivrée par la Friedrich Ebert Stiftung.